


Propriétaire et adresse du bien immobilier :

Monsieur DURANCET Claude
9 RUE SAINTE QUITTERIE
32160 PLAISANCE
Rez-de-chaussée
Appartement droite

Diagnostic réalisé par:

M. Anthony LEQUEUVRE
Maison du Diag
4 Rue d'Isaby
65420 IBOS
Tél : 07.60.07.87.68



| Prestation | Conclusion |
|----------------------|---|
| P Plomb | Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur. |
| A Amiante | Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante. |
| T Termites | Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites. Rapport valable jusqu'au 31/05/2021 |
| E Électricité | L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). <i>L'installation était alimentée le jour de la visite : OUI</i> |
| ER ERP | Le bien est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels (Inondation, Sécheresse) Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques Zone sismique définie en zone 2 selon la réglementation parasismique 2011 ENSA : L'immeuble n'est pas concerné par un plan d'exposition aux bruits ENSA : Aucune nuisance aérienne n'a été identifiée sur le bien Rapport valable jusqu'au 31/05/2021 |
| D DPE | <div> <div>Consommation énergétique</div> <div>220 kWh_{EP}/m².an</div> </div> <div> <div>Emission de GES</div> <div>7 kg_{eqCO₂}/m².an</div> </div> <div> <div>Numéro enregistrement ADEME : 2032V2001223B</div> </div> |



Attestation sur l'honneur

Je soussigné LEQUEUVRE Anthony de la société Maison du Diag atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles cités ci-dessous :

« Art. R. 271-1. - Pour l'application de l'article L. 271-6, il est recouru soit à une personne physique dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, soit à une personne morale employant des salariés ou constituée de personnes physiques qui disposent des compétences certifiées dans les mêmes conditions.

« La certification des compétences est délivrée en fonction des connaissances techniques dans le domaine du bâtiment et de l'aptitude à établir les différents éléments composant le dossier de diagnostic technique.

« Les organismes autorisés à délivrer la certification des compétences sont accrédités par un organisme signataire de l'accord européen multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation est accordée en considération de l'organisation interne de l'organisme en cause, des exigences requises des personnes chargées des missions d'examineur et de sa capacité à assurer la surveillance des organismes certifiés. Un organisme certificateur ne peut pas établir de dossier de diagnostic technique.

« Des arrêtés des ministres chargés du logement, de la santé et de l'industrie précisent les modalités d'application du présent article.

« Art. R. 271-2. - Les personnes mentionnées à l'article L. 271-6 souscrivent une assurance dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à 300 000 euros par sinistre et 500 000 euros par année d'assurance.

« Art. R. 271-3. - Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L. 271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier.

« Art. R. 271-4. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait :

« a) Pour une personne d'établir un document prévu aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sans respecter les conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies par les articles R. 271-1 et R. 271-2 et les conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6 ;

« b) Pour un organisme certificateur d'établir un dossier de diagnostic technique en méconnaissance de l'article R. 271-1 ;

« c) Pour un vendeur de faire appel, en vue d'établir un document mentionné aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4, à une personne qui ne satisfait pas aux conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies aux articles R. 271-1 et R. 271-2 ou aux conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271-6.

« La récidive est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal. »

LEQUEUVRE Anthony



Constat de risque d'exposition au plomb CREP

Numéro de dossier : 2011/DURANCET/RDC_DRT
 Norme méthodologique employée : AFNOR NF X46-030
 Arrêté d'application : Arrêté du 19 août 2011
 Date du repérage : 01/12/2020

Adresse du bien immobilier

Localisation du ou des bâtiments :
 Département : ... **Gers**
 Adresse : **9 RUE SAINTE QUITTERIE**
 Commune : **32160 PLAISANCE**
Section cadastrale AE, Parcelle
numéro 70,
 Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Donneur d'ordre / Propriétaire :

Donneur d'ordre :
Monsieur DURANCET Claude
LIEU DIT A MONTARDON
626 ROUTE DE CAPSUS
32160 GALIAX

Propriétaire :
Monsieur DURANCET Claude
LIEU DIT A MONTARDON
626 ROUTE DE CAPSUS
32160 GALIAX

Le CREP suivant concerne :

| | | | |
|--|------------------------------------|------------------------|---|
| X | Les parties privatives | X | Avant la vente |
| | Les parties occupées | | Avant la mise en location |
| | Les parties communes d'un immeuble | | Avant travaux <i>N.B. : Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP</i> |
| L'occupant est : | | Le propriétaire | |
| Nom de l'occupant, si différent du propriétaire | | | |
| Présence et nombre d'enfants mineurs, dont des enfants de moins de 6 ans | | NON | Nombre total : Nombre d'enfants de moins de 6 ans : |

Société réalisant le constat

| | |
|---|----------------------------|
| Nom et prénom de l'auteur du constat | LEQUEUVRE Anthony |
| N° de certificat de certification | C3165 n° 30/12/2019 |
| Nom de l'organisme de qualification accrédité par le COFRAC | LCC QUALIXPERT |
| Organisme d'assurance professionnelle | ALLIANZ |
| N° de contrat d'assurance | 55495334 |
| Date de validité : | 09/09/2021 |

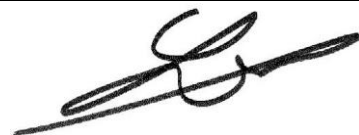
Appareil utilisé

| | |
|--|------------------------|
| Nom du fabricant de l'appareil | NITON |
| Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil | XLP300 / FR1834 |
| Nature du radionucléide | CD109 |
| Date du dernier chargement de la source | 15/09/2012 |
| Activité à cette date et durée de vie de la source | 1480 |

Conclusion des mesures de concentration en plomb

| | Total | Non mesurées | Classe 0 | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 |
|-------------------------------|-------|--------------|----------|----------|----------|----------|
| Nombre d'unités de diagnostic | 119 | 26 | 82 | 6 | 5 | 0 |
| % | 100 | 22 % | 69 % | 5 % | 4 % | 0 % |

Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par LEQUEUVRE Anthony le 01/12/2020 conformément à la norme NF X46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb» et en application de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.



Dans le cadre de la mission, il a été repéré des unités de diagnostics de classe 1 et/ou 2. Par conséquent, le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostics de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.



Sommaire

| | |
|--|-----------|
| 1. Rappel de la commande et des références réglementaires | 3 |
| 2. Renseignements complémentaires concernant la mission | 3 |
| 2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel | 4 |
| 2.3 Le bien objet de la mission | 4 |
| 3. Méthodologie employée | 4 |
| 3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X | 5 |
| 3.2 Stratégie de mesurage | 5 |
| 3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire | 5 |
| 4. Présentation des résultats | 5 |
| 5. Résultats des mesures | 6 |
| 6. Conclusion | 10 |
| 6.1 Classement des unités de diagnostic | 10 |
| 6.2 Recommandations au propriétaire | 10 |
| 6.3 Commentaires | 10 |
| 6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti | 10 |
| 6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé | 11 |
| 7 Obligations d'informations pour les propriétaires | 11 |
| 8 Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb | 11 |
| 8.1 Textes de référence | 12 |
| 8.2 Ressources documentaires | 12 |
| 9 Annexes : | 12 |
| 9.1 Notice d'Information | 13 |
| 9.2 Illustrations | 13 |
| 9.3 Analyses chimiques du laboratoire | 13 |

Nombre de pages de rapport : 18

Liste des documents annexes :

- Notice d'information (2 pages)
- Croquis
- Rapport d'analyses chimiques en laboratoire, le cas échéant.

Nombre de pages d'annexes : 7



1. Rappel de la commande et des références réglementaires

Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini par les articles L.1334-5 à 10 code de la santé publique et R 1334-10 à 12, consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements du bien immobilier, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile ou de dégradation du bâti.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente (en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

2. Renseignements complémentaires concernant la mission

2.1 L'appareil à fluorescence X

| | | |
|--|---|---|
| Nom du fabricant de l'appareil | NITON | |
| Modèle de l'appareil | XLP300 | |
| N° de série de l'appareil | FR1834 | |
| Nature du radionucléide | CD109 | |
| Date du dernier chargement de la source | 15/09/2012 | Activité à cette date et durée de vie : 1480 |
| Autorisation ASN (DGSNR) | N° T650243 | Date d'autorisation 03/06/2016 |
| | Date de fin de validité de l'autorisation 05/09/2019 | |
| Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR) | Mr NICOLAU Cyril | |
| Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) | Mr NICOLAU Cyril | |

Étalon :

| Vérification de la justesse de l'appareil | n° de mesure | Date de la vérification | Concentration (mg/cm ²) |
|---|--------------|-------------------------|-------------------------------------|
| Etalonnage entrée | 1 | 01/12/2020 | 1 (+/- 0,1) |
| Etalonnage sortie | 182 | 01/12/2020 | 1 (+/- 0,1) |

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.



En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel

| | |
|---------------------------------|---|
| Nom du laboratoire d'analyse | Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse |
| Nom du contact | - |
| Coordonnées | - |
| Référence du rapport d'essai | - |
| Date d'envoi des prélèvements | - |
| Date de réception des résultats | - |

2.3 Le bien objet de la mission

| | |
|---|---|
| Adresse du bien immobilier | 9 RUE SAINTE QUITTERIE 32160 PLAISANCE |
| Description de l'ensemble immobilier | Habitation (partie privative d'immeuble) |
| Année de construction | < 1949 |
| Localisation du bien objet de la mission | Section cadastrale AE, Parcelle numéro 70, |
| Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes) | Monsieur DURANCET Claude LIEU DIT A MONTARDON 626 ROUTE DE CAPSUS 32160 GALIAX |
| L'occupant est : | Le propriétaire |
| Date(s) de la visite faisant l'objet du CREP | 01/12/2020 |
| Croquis du bien immobilier objet de la mission | Voir partie « 5 Résultats des mesures » |

Liste des locaux visités

**Rez de chaussée - séjour et cuisine,
Rez de chaussée - Dégagement 1,
Rez de chaussée - salle d'eau + WC,
Rez de chaussée - Dégagement 2,**

**Rez de chaussée - cellier,
Rez de chaussée - Chambre,
Rez de chaussée - Salon,
1er étage - Grenier**

Liste des locaux non visités ou non mesurés (avec justification)

Sous-Sol - vide sanitaire (Absence de trappe de visite)

3. Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 et la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*». Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, et sont exprimées en mg/cm².

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb). Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb. D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette,



tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser. Les revêtements de type carrelage contiennent souvent du plomb, mais ils ne sont pas visés par le présent arrêté car ce plomb n'est pas accessible.

3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm².

3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

L'auteur du constat tel que défini à l'Article 4 de l'Arrêté du 19 août 2011 peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «*Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb*», dans le cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g

4. Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.



NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

| Concentration en plomb | Nature des dégradations | Classement |
|------------------------|----------------------------|------------|
| < seuils | | 0 |
| ≥ seuils | Non dégradé ou non visible | 1 |
| | Etat d'usage | 2 |
| | Dégradé | 3 |

5. Résultats des mesures

| | Total UD | Non mesurées | Classe 0 | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 |
|-------------------------------------|----------|--------------|------------|-----------|------------|----------|
| Rez de chaussée - séjour et cuisine | 23 | 12 (52,2 %) | 6 (26,1 %) | 1 (4,3 %) | 4 (17,4 %) | - |
| Rez de chaussée - Dégagement 1 | 16 | 1 (6 %) | 12 (75 %) | 3 (19 %) | - | - |
| Rez de chaussée - salle d'eau + WC | 12 | 4 (33 %) | 8 (67 %) | - | - | - |
| Rez de chaussée - Dégagement 2 | 18 | 4 (22 %) | 12 (67 %) | 2 (11 %) | - | - |
| Rez de chaussée - cellier | 9 | 4 (44 %) | 5 (56 %) | - | - | - |
| Rez de chaussée - Chambre | 9 | 1 (11 %) | 8 (89 %) | - | - | - |
| Rez de chaussée - Salon | 24 | - | 23 (96 %) | - | 1 (4 %) | - |
| 1er étage - Grenier | 8 | - | 8 (100 %) | - | - | - |
| TOTAL | 119 | 26 (22 %) | 82 (69 %) | 6 (5 %) | 5 (4 %) | - |

Rez de chaussée - séjour et cuisine

Nombre d'unités de diagnostic : 23 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|------------------------------|-----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------------------|---------------|--|
| 2 | A | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,48 | | 0 | |
| 3 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,54 | | | |
| 4 | B | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,03 | | 0 | |
| 5 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,48 | | | |
| 6 | C | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,38 | | 0 | |
| 7 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,37 | | | |
| 8 | D | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0 | | 0 | |
| 9 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,3 | | | |
| 10 | | Plafond | Plâtre | Peinture | mesure 1 | 0,6 | | 0 | |
| 11 | | | | | mesure 2 | 0,09 | | | |
| - | | Plinthes | Carrelage | Carrelage | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | A | Porte 1 | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | A | Huisserie Porte 1 | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | A | Bati porte 1 | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | A | Fenêtre intérieure | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | A | Huisserie Fenêtre intérieure | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | A | Fenêtre extérieure | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | A | Huisserie Fenêtre extérieure | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | A | Bati fenêtre | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| 12 | A | Volet | Bois | Peinture | partie basse | 0,51 | | 0 | |
| 13 | | | | | partie haute | 0,58 | | | |
| 14 | C | Porte 2 | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 3,55 | Etat d'usage (Usure par friction) | 2 | |
| 15 | C | Huisserie Porte 2 | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 7,18 | Etat d'usage (Usure par friction) | 2 | |
| 16 | C | Bati porte 2 | Bois | Peinture | mesure 1 | 3,61 | Etat d'usage (Usure par friction) | 2 | |
| 17 | D | Bati porte 3 | Bois | Peinture | mesure 1 | 5,4 | Non Dégradé | 1 | |
| - | A | Mur | Plâtre | Faïence | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | B | Mur | Plâtre | Faïence | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | C | Mur | Plâtre | Faïence | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| 18 | D | Placard | bois | peinture | mesure 1 | 2,29 | Etat d'usage (Usure par friction) | 2 | |

Rez de chaussée - Dégagement 1

Nombre d'unités de diagnostic : 16 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-------------|
| 19 | A | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,19 | | 0 | |
| 20 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,33 | | | |
| 21 | B | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,19 | | 0 | |
| 22 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,28 | | | |
| 23 | C | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,04 | | 0 | |
| 24 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,09 | | | |



| | | | | | | | | | |
|----|---|-------------------|-----------|--------------|---------------------|------|-------------|----|--|
| 25 | D | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,3 | | 0 | |
| 26 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,27 | | | |
| 27 | | Plafond | Plâtre | Peinture | mesure 1 | 0,52 | | 0 | |
| 28 | | | | | mesure 2 | 0,27 | | | |
| - | | Plinthes | Carrelage | Carrelage | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| 29 | A | Porte 1 | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 2,43 | Non Dégradé | 1 | |
| 30 | A | Huisserie Porte 1 | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 8,37 | Non Dégradé | 1 | |
| 31 | | | | | partie basse (< 1m) | 0,12 | | | |
| 32 | B | Porte 2 | Bois | Peinture | partie haute (> 1m) | 0,33 | | 0 | |
| 33 | | | | | mesure 3 (> 1m) | 0,28 | | | |
| 34 | | | | | partie basse (< 1m) | 0,6 | | | |
| 35 | B | Huisserie Porte 2 | Bois | Peinture | partie haute (> 1m) | 0,22 | | 0 | |
| 36 | | | | | mesure 3 (> 1m) | 0,57 | | | |
| 37 | A | Bati porte 1 | Bois | Peinture | mesure 1 | 3,02 | Non Dégradé | 1 | |
| 38 | | | | | mesure 1 | 0,15 | | | |
| 39 | B | Bati porte 2 | Bois | Peinture | mesure 2 | 0,56 | | 0 | |
| 40 | | | | | mesure 3 | 0,6 | | | |
| 41 | A | Mur | Bois | lambris Bois | partie basse (< 1m) | 0,43 | | 0 | |
| 42 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,48 | | | |
| 43 | B | Mur | Bois | lambris Bois | partie basse (< 1m) | 0,21 | | 0 | |
| 44 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,38 | | | |
| 45 | C | Mur | Bois | lambris Bois | partie basse (< 1m) | 0,22 | | 0 | |
| 46 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,55 | | | |
| 47 | D | Mur | Bois | lambris Bois | partie basse (< 1m) | 0,39 | | 0 | |
| 48 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,07 | | | |

Rez de chaussée - salle d'eau + WC

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|--|
| 49 | A | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,13 | | 0 | |
| 50 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,45 | | | |
| 51 | B | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,01 | | 0 | |
| 52 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,45 | | | |
| 53 | C | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,47 | | 0 | |
| 54 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,06 | | | |
| 55 | D | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,17 | | 0 | |
| 56 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,13 | | | |
| 57 | | Plafond | Plâtre | Peinture | mesure 1 | 0,48 | | 0 | |
| 58 | | | | | mesure 2 | 0,18 | | | |
| 59 | A | Porte | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,52 | | 0 | |
| 60 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,03 | | | |
| 61 | A | Huisserie Porte | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,06 | | 0 | |
| 62 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,41 | | | |
| 63 | A | Bati porte | Bois | Peinture | mesure 1 | 0,39 | | 0 | |
| 64 | | | | | mesure 2 | 0,57 | | | |
| - | A | Mur | Plâtre | Faïence | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | B | Mur | Plâtre | Faïence | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | C | Mur | Plâtre | Faïence | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | D | Mur | Plâtre | Faïence | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |

Rez de chaussée - Dégagement 2

Nombre d'unités de diagnostic : 18 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|-----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|--|
| 65 | A | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,06 | | 0 | |
| 66 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,36 | | | |
| 67 | B | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,26 | | 0 | |
| 68 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,3 | | | |
| 69 | C | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,57 | | 0 | |
| 70 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,58 | | | |
| 71 | D | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,21 | | 0 | |
| 72 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,54 | | | |
| 73 | | Plafond | Plâtre | Peinture | mesure 1 | 0,6 | | 0 | |
| 74 | | | | | mesure 2 | 0,28 | | | |
| - | | Plinthes | Carrelage | Carrelage | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| 75 | A | Porte 1 | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,34 | | 0 | |
| 76 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,01 | | | |
| 77 | A | Huisserie Porte 1 | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,6 | | 0 | |
| 78 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,48 | | | |
| 79 | C | Porte 2 | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,24 | | 0 | |
| 80 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,54 | | | |
| 81 | C | Huisserie Porte 2 | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,01 | | 0 | |
| 82 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,54 | | | |
| 83 | A | Bati porte 1 | Bois | Peinture | mesure 1 | 5,66 | Non Dégradé | 1 | |
| 84 | B | Bati porte 2 | Bois | Peinture | mesure 1 | 8,23 | Non Dégradé | 1 | |
| 85 | | | | | mesure 1 | 0,57 | | | |
| 86 | C | Bati porte 3 | Bois | Peinture | mesure 2 | 0,25 | | 0 | |
| 87 | | | | | mesure 3 | 0,15 | | | |
| 88 | | | | | mesure 1 | 0,51 | | | |
| 89 | D | Bati porte 4 | Bois | Peinture | mesure 2 | 0,22 | | 0 | |
| 90 | | | | | mesure 3 | 0,27 | | | |
| - | B | Porte 3 | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | B | Huisserie Porte 3 | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | B | Bati porte 5 | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| 91 | | | | | partie basse (< 1m) | 0,56 | | | |
| 92 | A | Mur | bois | Peinture | partie haute (> 1m) | 0,14 | | 0 | |

Rez de chaussée - cellier

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-------------|
| 93 | A | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,49 | | 0 | |
| 94 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,1 | | | |
| 95 | B | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,53 | | 0 | |
| 96 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,45 | | | |
| 97 | C | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,49 | | 0 | |
| 98 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,2 | | | |
| 99 | D | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,6 | | 0 | |



| | | | | | | | | | |
|-----|---|-----------------|-----------|-----------|---------------------|------|--|----|--|
| 100 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,43 | | | |
| 101 | | | | | mesure 1 | 0,23 | | | |
| 102 | | Plafond | Plâtre | Peinture | mesure 2 | 0,42 | | 0 | |
| - | | Plinthes | Carrelage | Carrelage | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | A | Porte | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | A | Huisserie Porte | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | A | Bati porte | PVC | Peinture | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |

Rez de chaussée - Chambre

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|---------------------|-----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|--|
| 103 | A | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,25 | | 0 | |
| 104 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,05 | | | |
| 105 | B | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,09 | | 0 | |
| 106 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,25 | | | |
| 107 | C | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,59 | | 0 | |
| 108 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,53 | | | |
| 109 | D | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,29 | | 0 | |
| 110 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,55 | | | |
| 111 | | Plafond | Plâtre | Peinture | mesure 1 | 0,04 | | 0 | |
| 112 | | | | | mesure 2 | 0,49 | | | |
| - | | Plinthes | Carrelage | Carrelage | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| 113 | A | Porte | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,4 | | 0 | |
| 114 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,44 | | | |
| 115 | A | Huisserie Porte | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,18 | | 0 | |
| 116 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,01 | | | |
| 117 | A | Bati porte | Bois | Peinture | mesure 1 | 0,46 | | 0 | |
| 118 | | | | | mesure 2 | 0,53 | | | |

Rez de chaussée - Salon

Nombre d'unités de diagnostic : 24 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|--------------------------------|----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------------------|---------------|-------------|
| 119 | A | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,21 | | 0 | |
| 120 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,42 | | | |
| 121 | B | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,03 | | 0 | |
| 122 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,39 | | | |
| 123 | C | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,21 | | 0 | |
| 124 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,52 | | | |
| 125 | D | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,09 | | 0 | |
| 126 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,52 | | | |
| 127 | | Plafond | Plâtre | Peinture | mesure 1 | 0,55 | | 0 | |
| 128 | | | | | mesure 2 | 0,14 | | | |
| 129 | | Plinthes | Bois | Peinture | mesure 1 | 6,78 | Etat d'usage (Usure par friction) | 2 | |
| 130 | A | Porte | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,1 | | 0 | |
| 131 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,48 | | | |
| 132 | A | Huisserie Porte | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,16 | | 0 | |
| 133 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,56 | | | |
| 134 | A | Bati porte | Bois | Peinture | mesure 1 | 0,35 | | 0 | |
| 135 | | | | | mesure 2 | 0,59 | | | |
| 136 | C | Fenêtre 1 intérieure | Bois | Peinture | partie basse | 0,08 | | 0 | |
| 137 | | | | | partie haute | 0,41 | | | |
| 138 | C | Huisserie Fenêtre 1 intérieure | Bois | Peinture | partie basse | 0,57 | | 0 | |
| 139 | | | | | partie haute | 0,47 | | | |
| 140 | C | Fenêtre 1 extérieure | Bois | Peinture | partie basse | 0,04 | | 0 | |
| 141 | | | | | partie haute | 0,12 | | | |
| 142 | C | Huisserie Fenêtre 1 extérieure | Bois | Peinture | partie basse | 0,31 | | 0 | |
| 143 | | | | | partie haute | 0,4 | | | |
| 144 | C | Fenêtre 2 intérieure | Bois | Peinture | partie basse | 0,04 | | 0 | |
| 145 | | | | | partie haute | 0 | | | |
| 146 | C | Huisserie Fenêtre 2 intérieure | Bois | Peinture | partie basse | 0,22 | | 0 | |
| 147 | | | | | partie haute | 0,58 | | | |
| 148 | C | Fenêtre 2 extérieure | Bois | Peinture | partie basse | 0,43 | | 0 | |
| 149 | | | | | partie haute | 0,14 | | | |
| 150 | C | Huisserie Fenêtre 2 extérieure | Bois | Peinture | partie basse | 0,39 | | 0 | |
| 151 | | | | | partie haute | 0,34 | | | |
| 152 | C | Bati fenêtre 1 | Bois | Peinture | mesure 1 | 0,58 | | 0 | |
| 153 | | | | | mesure 2 | 0,58 | | | |
| 154 | C | Bati fenêtre 2 | Bois | Peinture | mesure 1 | 0,25 | | 0 | |
| 155 | | | | | mesure 2 | 0,33 | | | |
| 156 | C | Volet 1 | Bois | Peinture | partie basse | 0,33 | | 0 | |
| 157 | | | | | partie haute | 0,42 | | | |
| 158 | C | Volet 2 | Bois | Peinture | partie basse | 0,27 | | 0 | |
| 159 | | | | | partie haute | 0,4 | | | |
| 160 | B | Mur | bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,35 | | 0 | |
| 161 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,15 | | | |
| 162 | C | Mur | bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,18 | | 0 | |
| 163 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,13 | | | |
| 164 | D | Mur | bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,16 | | 0 | |
| 165 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,06 | | | |

1er étage - Grenier

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|---------------------|----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-------------|
| 166 | A | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,34 | | 0 | |
| 167 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,43 | | | |
| 168 | B | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,19 | | 0 | |
| 169 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,25 | | | |
| 170 | C | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,02 | | 0 | |
| 171 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,43 | | | |
| 172 | D | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,57 | | 0 | |
| 173 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,31 | | | |
| 174 | | Plafond | Plâtre | Peinture | mesure 1 | 0,25 | | 0 | |
| 175 | | | | | mesure 2 | 0,33 | | | |
| 176 | A | Porte | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,47 | | 0 | |
| 177 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,21 | | | |



| | | | | | | | | | |
|-----|---|-----------------|------|----------|---------------------|------|--|---|--|
| 178 | A | Huisserie Porte | Bois | Peinture | partie basse (< 1m) | 0,46 | | 0 | |
| 179 | | | | | partie haute (> 1m) | 0,59 | | | |
| 180 | A | Bati porte | Bois | Peinture | mesure 1 | 0,38 | | 0 | |
| 181 | | | | | mesure 2 | 0,34 | | | |

NM : Non mesuré car l'unité de diagnostic n'est pas visée par la réglementation.

* L'état de conservation sera, le cas échéant, complété par la nature de la dégradation.

Localisation des mesures sur croquis de repérage



6. Conclusion

6.1 Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

| | Total | Non mesurées | Classe 0 | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 |
|-------------------------------|-------|--------------|----------|----------|----------|----------|
| Nombre d'unités de diagnostic | 119 | 26 | 82 | 6 | 5 | 0 |
| % | 100 | 22 % | 69 % | 5 % | 4 % | 0 % |

6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm² devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

Du fait de la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur et de la nature des dégradations constatées (non dégradé, non visible, état d'usage) sur certaines unités de diagnostic, le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

6.3 Commentaires

Constatations diverses :

Néant

Validité du constat :

Du fait de la présence de revêtement contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, le présent constat a une durée de validité de 1 an (jusqu'au 30/11/2021).

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Monsieur DURANCET Claude

6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

(Au sens des articles 1 et 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

Situations de risque de saturnisme infantile

| | |
|-----|---|
| NON | Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3 |
| NON | L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3 |

Situations de dégradation de bâti



| | |
|-----|--|
| NON | Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré |
| NON | Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce |
| NON | Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité. |

6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé

| | |
|-----|--|
| NON | Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique. |
|-----|--|

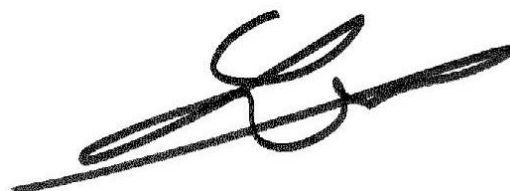
En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement

Remarque : Néant

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT - 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)***

Fait à **IBOS**, le **01/12/2020**

Par : **LEQUEUVRE Anthony**



7. Obligations d'informations pour les propriétaires

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.»

Article L1334-9 :

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb



8.1 Textes de référence

Code de la santé publique :

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 07 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Code de la construction et de l'habitat :

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

8.2 Ressources documentaires

Documents techniques :

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, *Aide au choix d'une technique de traitement*, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 909 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

Sites Internet :

- **Ministère chargé de la santé** (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) :
<http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- **Ministère chargé du logement** :
<http://www.logement.gouv.fr>
- **Agence nationale de l'habitat (ANAH)** :
<http://www.anah.fr/> (fiche *Peintures au plomb* disponible, notamment)
- **Institut national de recherche et de sécurité (INRS)** :
<http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

9. Annexes



9.1 Notice d'Information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez, comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradés à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et la poussière ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords des fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent être parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- **Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;**
- **Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb**

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

9.2 Illustrations

Aucune photo/illustration n'a été jointe à ce rapport.

9.3 Analyses chimiques du laboratoire

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.







Certificat N° C3165

Monsieur Anthony LEQUEUVRE

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|---|--|---|
| Amiante sans mention | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 08 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis. |
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Diagnostic de performance énergétique individuel | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. |

Date d'établissement le lundi 30 décembre 2019

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.

Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le site internet de LCC QUALIXPERT www.qualixpert.com.

LCC QUALIXPERT
Tél 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com
F09 Certification de compétence version M 250119
sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018



N° Vert 0 800 330 311

Courriel: contact@maisondudiag.fr
www.maisondudiag.fr

SIRET: 753 309 392 00011 SARL Maison du Diag au capital de 10000 €uros

15/18

Rapport du :
01/12/2020

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé 1 cours Michelet CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex, atteste que :

MAISON DU DIAG
4 rue D'ISABY
65420 IBOS

Est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité Civile souscrit sous le numéro **55495334**, qui a pris effet le **10/09/2015**.

Ce contrat a pour objet de garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à l'égard des tiers du fait des activités déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Diagnosticur immobilier :

- Contrôle périodique amiante,
- Diagnostic amiante avant travaux/démolition,
- Diagnostic amiante avant-vente,
- Dossier technique amiante Partie Privative,
- Exposition au plomb (CREP),
- Recherche de plomb avant travaux,
- Diagnostic risque d'exposition au plomb dans les peintures,
- Plomb dans l'eau,,
- Diagnostic gaz,
- Diagnostic monoxyde de carbone,
- Diagnostic Termites,
- Etat parasitaire,
- Diagnostic de performance énergétique,
- Etat de l'installation intérieure d'électricité,
- Risques naturels et technologiques,
- Loi Carrez,
- Loi Boutin,
- Etats des lieux,
- Diagnostic technique SRU,
- Diagnostic sécurité piscine,
- Diagnostic accessibilité handicapés.
- Contrôle des installations d'assainissement non collectif.

siège social :
 1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
 Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

1/3



N° Vert 0 800 330 311 Courriel: contact@maisondudiag.fr
www.maisondudiag.fr

SIRET: 753 309 392 00011 SARL Maison du Diag au capital de 10000 Euros

16/18
 Rapport du :
 01/12/2020

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

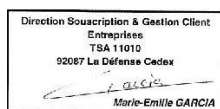
La présente attestation est valable, sous réserve du paiement de la cotisation, pour la période du 10/09/2020 au 09/09/2021.

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur et ne peut engager celui-ci au delà des limites du contrat auquel elle se réfère.

Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...).

Etablie à LYON, le 08/09/2020

Pour Allianz, Marie-Emilie GARCIA



Siège social :
1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

2/3



N° Vert 0 800 330 311 Courriel: contact@maisondudiag.fr
www.maisondudiag.fr

SIRET: 753 309 392 00011 SARL Maison du Diag au capital de 10000 Euros

17/18
Rapport du :
01/12/2020

Rapport DDT : page 19 / 101

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

| RESPONSABILITE CIVILE | Garanties accordées | Montants maximums garantis |
|--|---------------------|--|
| RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION (dispositions générales COM08813) | | |
| <ul style="list-style-type: none"> ♦ <u>Dommmages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement</u> (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) Tous dommages confondus Sans pouvoir dépasser : <ul style="list-style-type: none"> - <u>Dommmages matériels et immatériels consécutifs</u> Sauf cas ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • Vol par préposés - <u>Dommmages immatériels non consécutifs</u> | OUI | 10 000 000 EUR par sinistre |
| | OUI | 800 000 EUR par sinistre |
| | OUI | 15 300 EUR par sinistre |
| | OUI | 305 000 EUR par sinistre |
| <ul style="list-style-type: none"> ♦ <u>Dommmages résultant d'une atteinte à l'environnement</u> (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) - Tous dommages confondus ♦ <u>Dommmages corporels à vos préposés et matériels accessoires</u> | OUI | 300 000 EUR par année d'assurance |
| | OUI | 1 000 000 EUR par année d'assurance |
| RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (annexe spécifique DEE550) | | |
| <ul style="list-style-type: none"> ♦ <u>Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus</u> Dont : <ul style="list-style-type: none"> - Dommages matériels et immatériels consécutifs aux biens (objets et documents) remis en vue de l'exécution de votre prestation y compris frais de reconstitution - Dommages résultant d'infections informatiques | OUI | 500 000 EUR par année d'assurance et 300 000€ par sinistre |
| | OUI | 100 000 EUR par année d'assurance |
| | OUI | 30 000 EUR par année d'assurance |
| DEFENSE PENALE ET RECOURS SUITE A ACCIDENT | | |
| Frais et honoraires pris en charge quel que soit le nombre de victimes | OUI | 50 000 EUR par année d'assurance |

siège social :
 1, cours Michelot – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
 Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

3/3



N° Vert 0 800 330 311

Courriel: contact@maisondudiag.fr
www.maisondudiag.fr

SIRET: 753 309 392 00011 SARL Maison du Diag au capital de 10000 Euros

18/18
 Rapport du :
 01/12/2020

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : 2011/DURANCET/RDC_DRT
Date du repérage : 01/12/2020

Références réglementaires et normatives

| | |
|-----------------------|--|
| Textes réglementaires | Articles L 271-4 à L 271-6 du code de la construction et de l'habitation, Art. L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 ^{er} juin 2015. |
| Norme(s) utilisée(s) | Norme NF X 46-020 de décembre 2008 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante - Guide d'application GA X 46-034 d'août 2009 |

Immeuble bâti visité

| | |
|-----------------------------------|--|
| Adresse | Rue : 9 RUE SAINTE QUITTERIE Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: Code postal, ville : . 32160 PLAISANCE Section cadastrale AE, Parcelle numéro 70, |
| Périmètre de repérage : | |
| Type de logement : | Appartement - T1 bis |
| Fonction principale du bâtiment : | Habitation (partie privative d'immeuble) |
| Date de construction : | < 1949 |

Le propriétaire et le donneur d'ordre

| | |
|-------------------------|--|
| Le(s) propriétaire(s) : | Nom et prénom :..... Monsieur DURANCET Claude Adresse : LIEU DIT A MONTARDON 626 ROUTE DE CAPSUS 32160 GALIAX |
| Le donneur d'ordre | Nom et prénom :..... Monsieur DURANCET Claude Adresse : LIEU DIT A MONTARDON 626 ROUTE DE CAPSUS 32160 GALIAX |

Le(s) signataire(s)

| | NOM Prénom | Fonction | Organisme certification | Détail de la certification |
|--|-------------------|-----------------------|--|--|
| Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage | LEQUEUVRE Anthony | Opérateur de repérage | LCC QUALIXPERT 17 rue Borrel 81100 CASTRES | Obtention : 02/12/2019 Échéance : 01/12/2024 N° de certification : C3165 |
| Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport | | | | |
| Raison sociale de l'entreprise : Maison du Diag (Numéro SIRET : 753 309 392 00011) Adresse : 4 RUE D'ISABY, 65420 IBOS Désignation de la compagnie d'assurance : ALLIANZ Numéro de police et date de validité : 55495334 / 09/09/2021 | | | | |

Le rapport de repérage

| |
|--|
| Date d'émission du rapport de repérage : 01/12/2020, remis au propriétaire le 01/12/2020 |
| Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses |
| Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 19 pages |



Sommaire

- 1 Les conclusions**
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses**
- 3 La mission de repérage**
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage**
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
 - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage**
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
 - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures**
- 7 Annexes**



1. – Les conclusions

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré :

- des matériaux et produits contenant de l'amiante sur jugement de l'opérateur :

Conduit en fibres-ciment (Rez de chaussée - salle d'eau + WC) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe de ce rapport, il est rappelé la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

| Localisation | Parties du local | Raison |
|---------------------------|------------------|-----------------------------|
| Sous-Sol - vide sanitaire | Toutes | Absence de trappe de visite |

Certains locaux, parties de locaux ou composants n'ont pas pu être sondés, des investigations approfondies doivent être réalisées afin d'y vérifier la présence éventuelle d'amiante. Les obligations réglementaires du (des) propriétaire(s) prévues aux articles R.1334-15 à R.1334-18 du Code de la Santé Publique, ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 Décembre 2012 (Listes "A" et "B"). De ce fait le vendeur reste responsable au titre des vices cachés en cas de présence d'Amiante. En cas de présence d'Amiante, et si il y a obligation de retrait, ce dernier sera à la charge du vendeur.

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

Adresse :

Numéro de l'accréditation Cofrac :



3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.

Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu' «en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code de la santé publique.»

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

| Liste A | |
|---|--|
| Composant de la construction | Partie du composant à vérifier ou à sonder |
| Flocages | Flocages |
| Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds | Calorifugeages |
| | Faux plafonds |

| Liste B | |
|--|--|
| Composant de la construction | Partie du composant à vérifier ou à sonder |
| 1. Parois verticales intérieures | |
| Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs) | Enduits projetés |
| | Revêtement dur (plaques de menuiseries) |
| | Revêtement dur (amiante-ciment) |
| | Entourages de poteaux (carton) |
| | Entourages de poteaux (amiante-ciment) |
| | Entourages de poteaux (matériau sandwich) |
| | Entourages de poteaux (carton+plâtre) |
| | Coffrage perdu |
| Cloisons (légères et préfabriquées), Gâbles et Coffres verticaux | Enduits projetés |
| | Panneaux de cloisons |
| 2. Planchers et plafonds | |
| Plafonds, Poutres et Charpentes, Gâbles et Coffres Horizontaux | Enduits projetés |
| | Panneaux collés ou vissés |
| Planchers | Dalles de sol |
| 3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs | |
| Conduits de fluides (air, eau, autres fluides) | Conduits |
| | Enveloppes de calorifuges |
| Clapets / volets coupe-feu | Clapets coupe-feu |
| | Volets coupe-feu |
| | Rebouchage |
| Portes coupe-feu | Joints (tresses) |
| | Joints (bandes) |
| Vide-ordures | Conduits |
| 4. Eléments extérieurs | |
| Toitures | Plaques (composites) |
| | Plaques (fibres-ciment) |
| | Ardoises (composites) |
| | Ardoises (fibres-ciment) |
| | Accessoires de couvertures (composites) |
| | Accessoires de couvertures (fibres-ciment) |
| | Bardeaux bitumineux |
| Bardages et façades légères | Plaques (composites) |
| | Plaques (fibres-ciment) |
| | Ardoises (composites) |
| | Ardoises (fibres-ciment) |
| | Panneaux (composites) |
| | Panneaux (fibres-ciment) |
| Conduits en toiture et façade | Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment |
| | Conduites d'eaux usées en amiante-ciment |
| | Conduits de fumée en amiante-ciment |

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

| Composant de la construction | Partie du composant ayant été inspecté (Description) | Sur demande ou sur information |
|------------------------------|--|--------------------------------|
| Néant | - | |

3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

**Rez de chaussée - séjour et cuisine,
Rez de chaussée - Dégagement 1,
Rez de chaussée - salle d'eau + WC,
Rez de chaussée - Dégagement 2,**

**Rez de chaussée - cellier,
Rez de chaussée - Chambre,
Rez de chaussée - Salon,
1er étage - Grenier**

| Localisation | Description |
|-------------------------------------|--|
| Rez de chaussée - salle d'eau + WC | Sol : Plancher béton et Carrelage Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Porte A : Bois et Peinture Bati porte A : Bois et Peinture Mur A, B, C, D : Plâtre et Faïence |
| Rez de chaussée - cellier | Sol : Plancher béton et Carrelage Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage et Carrelage Porte A : PVC et Peinture Bati porte A : PVC et Peinture |
| Rez de chaussée - Chambre | Sol : Plancher béton et Carrelage Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage et Carrelage Porte A : Bois et Peinture Bati porte A : Bois et Peinture |
| 1er étage - Grenier | Sol : Plancher bois et parquet Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Porte A : Bois et Peinture Bati porte A : Bois et Peinture |
| Rez de chaussée - séjour et cuisine | Sol : Plancher béton et Carrelage Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage et Carrelage Porte 1 A : PVC et Peinture Bati porte 1 A : PVC et Peinture Fenêtre A : PVC et Peinture Bati fenêtre A : PVC et Peinture Volet A : Bois et Peinture Porte 2 C : Bois et Peinture Bati porte 2 C : Bois et Peinture Bati porte 3 D : Bois et Peinture Mur A, B, C : Plâtre et Faïence Placard D : bois et peinture |
| Rez de chaussée - Dégagement 1 | Sol : Plancher béton et Carrelage Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage et Carrelage Porte 1 A : Bois et Peinture Porte 2 B : Bois et Peinture Bati porte 1 A : Bois et Peinture Bati porte 2 B : Bois et Peinture Mur A, B, C, D : Bois et lambris Bois |
| Rez de chaussée - Dégagement 2 | Sol : Plancher béton et planche de bois Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage et Carrelage Porte 1 A : Bois et Peinture Porte 2 C : Bois et Peinture Bati porte 1 A : Bois et Peinture Bati porte 2 B : Bois et Peinture Bati porte 3 C : Bois et Peinture Bati porte 4 D : Bois et Peinture Porte 3 B : PVC et Peinture Bati porte 5 B : PVC et Peinture Mur A : bois et Peinture |

| Localisation | Description |
|-------------------------|---|
| Rez de chaussée - Salon | Sol : Plancher bois et parquet Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Peinture Porte A : Bois et Peinture Bati porte A : Bois et Peinture Fenêtre 1 C : Bois et Peinture Fenêtre 2 C : Bois et Peinture Bati fenêtre 1 C : Bois et Peinture Bati fenêtre 2 C : Bois et Peinture Volet 1 C : Bois et Peinture Volet 2 C : Bois et Peinture Mur B, C, D : bois et Peinture |

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

| Documents demandés | Documents remis |
|---|-----------------|
| Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés | - |
| Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place | - |
| Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité | - |

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 30/11/2020

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 01/12/2020

Heure d'arrivée : 09 h 00

Durée du repérage : 06 h 45

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Monsieur DURANCET Claude

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision de décembre 2008.

| Observations | Oui | Non | Sans Objet |
|--|-----|-----|------------|
| Plan de prévention réalisé avant intervention sur site | - | - | X |
| Vide sanitaire accessible | | | X |
| Combles ou toiture accessibles et visitables | | | X |


4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

5. – Résultats détaillés du repérage

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

| Localisation | Identifiant + Description | Conclusion (justification) | Etat de conservation** et préconisations* | Photo |
|------------------------------------|--|--|---|---|
| Rez de chaussée - salle d'eau + WC | Identifiant: M001 Description: Conduit en fibres-ciment Liste selon annexe.13-9 du CSP : B | Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur) | Matériau non dégradé Résultat EP** Préconisation : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. |  |

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport

** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

Nota : il est mentionné la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

| Localisation | Identifiant + Description |
|--------------|---------------------------|
| Néant | - |

5.3 Liste des matériaux ou produits (liste A et B) ne contenant pas d'amiante sur justificatif

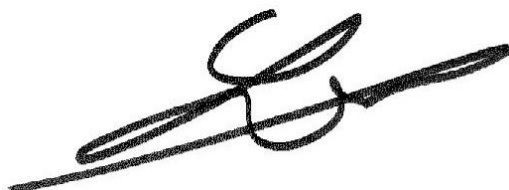
| Localisation | Identifiant + Description |
|--------------|---------------------------|
| Néant | - |

6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT** 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

Fait à **IBOS**, le **01/12/2020**

Par : **LEQUEUVRE Anthony**



ANNEXES**Au rapport de mission de repérage n° 2011/DURANCET/RDC_DRT****Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

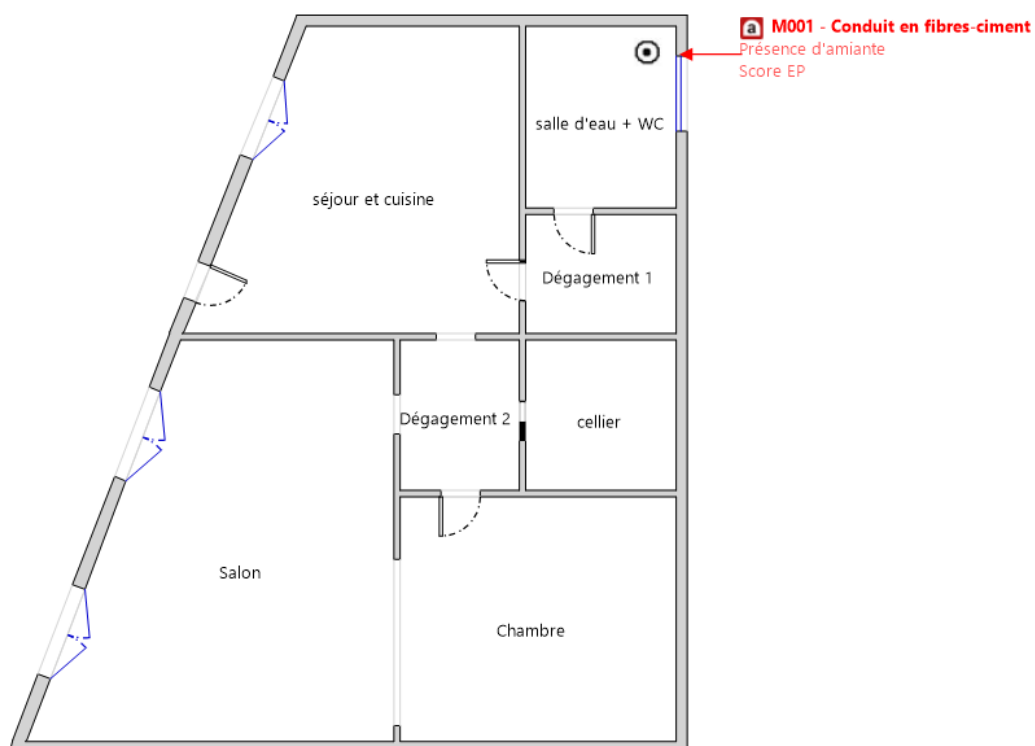
Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

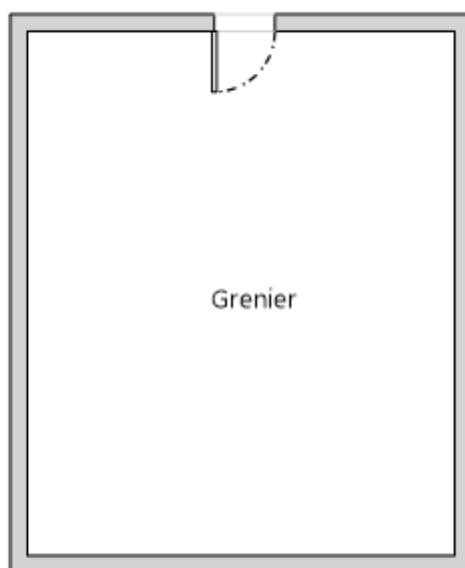
Sommaire des annexes**7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Rapports d'essais****7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****7.4 Conséquences réglementaires et recommandations****7.5 Recommandations générales de sécurité****7.6 Documents annexés au présent rapport**

7.1 - Annexe - Schéma de repérage



Rez-de-chaussée

Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : Maison du Diag, auteur : LEQUEUVRE Anthony
Dossier n° 2011/DURANCET/RDC_DRT du 01/12/2020
Adresse du bien : 9 RUE SAINTE QUITTERIE 32160 PLAISANCE



1er Etage

Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : Maison du Diag, auteur : LEQUEUVRE Anthony
 Dossier n° 2011/DURANCET/RDC_DRT du 01/12/2020
 Adresse du bien : 9 RUE SAINTE QUITTERIE 32160 PLAISANCE

Légende

| | | | | |
|--|--|--|---------------------------------|--|
| | Conduit en fibro-ciment | | Dalles de sol | Nom du propriétaire : Monsieur DURANCET Claude Adresse du bien : 9 RUE SAINTE QUITTERIE 32160 PLAISANCE |
| | Conduit autre que fibro-ciment | | Carrelage | |
| | Brides | | Colle de revêtement | |
| | Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante | | Dalles de faux-plafond | |
| | Matériau ou produit sur lequel un doute persiste | | Toiture en fibro-ciment | |
| | Présence d'amiante | | Toiture en matériaux composites | |

Photos





Photo n° PhA001

Localisation : Rez de chaussée - salle d'eau + WC

Ouvrage : 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)

Partie d'ouvrage : Conduit en fibres-ciment

Description : Conduit en fibres-ciment

Localisation sur croquis : M001

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

| Identifiant et prélèvement | Localisation | Composant de la construction | Parties du composant | Description |
|----------------------------|--------------|------------------------------|----------------------|-------------|
| - | - | - | - | - |

Copie des rapports d'essais :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

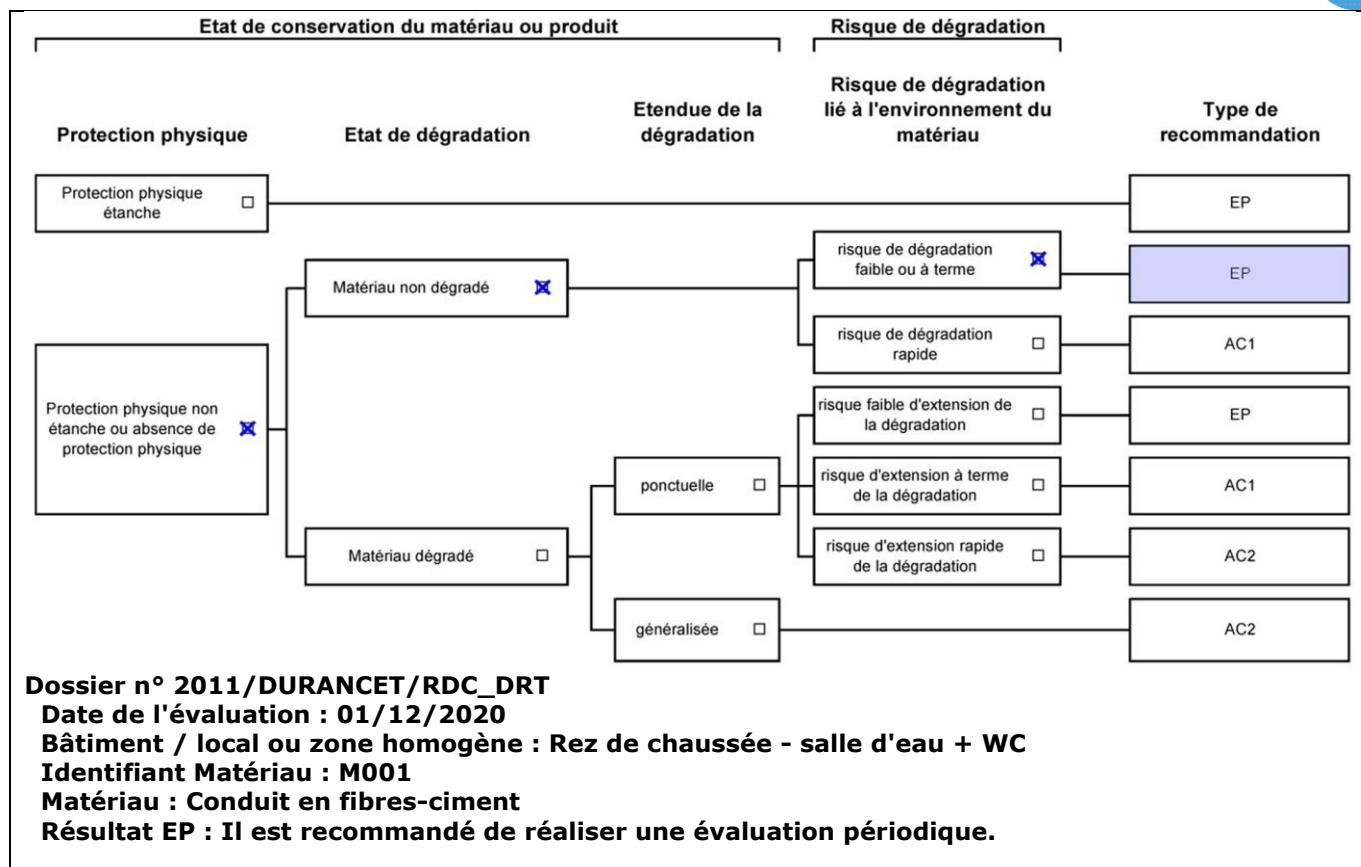
1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

| Fort | Moyen | Faible |
|--|---|--|
| 1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante. | 1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux). | 1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante. |

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

| Fort | Moyen | Faible |
|---|---|---|
| L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...). | L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...). | L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives. |

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B



Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

| Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation | Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation | Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation |
|---|--|---|
| L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. | L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. | L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. |

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que les risques sont probables ou avérés ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
 - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
 - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
 - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.
 Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
 - a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
 - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.
 En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, par défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de



plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et

- du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.



7.6 - Annexe - Autres documents

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé 1 cours Michelet CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex, atteste que :

MAISON DU DIAG
4 rue D'ISABY
65420 IBOS

Est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité Civile souscrit sous le numéro **55495334**, qui a pris effet le **10/09/2015**.

Ce contrat a pour objet de garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à l'égard des tiers du fait des activités déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

- Diagnosticteur immobilier :
- Contrôle périodique amiante,
 - Diagnostic amiante avant travaux/démolition,
 - Diagnostic amiante avant-vente,
 - Dossier technique amiante Partie Privative,
 - Exposition au plomb (CREP),
 - Recherche de plomb avant travaux,
 - Diagnostic risque d'exposition au plomb dans les peintures,
 - Plomb dans l'eau,,
 - Diagnostic gaz,
 - Diagnostic monoxyde de carbone,
 - Diagnostic Termites,
 - Etat parasitaire,
 - Diagnostic de performance énergétique,
 - Etat de l'installation intérieure d'électricité,
 - Risques naturels et technologiques,
 - Loi Carrez,
 - Loi Boutin,
 - Etats des lieux,
 - Diagnostic technique SRU,
 - Diagnostic sécurité piscine,
 - Diagnostic accessibilité handicapés.
 - Contrôle des installations d'assainissement non collectif.

siège social :
1, cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
Allianz Vie : 940 294 962 RCS Paris

1/3

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

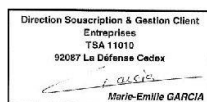
La présente attestation est valable, sous réserve du paiement de la cotisation, pour la période du 10/09/2020 au 09/09/2021.

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur et ne peut engager celui-ci au delà des limites du contrat auquel elle se réfère.

Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...).

Etablie à LYON, le 08/09/2020

Pour Allianz, Marie-Emilie GARCIA



Siège social :
1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
Allianz Vie : 840 234 962 RCS Paris

2/3

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

| RESPONSABILITE CIVILE | Garanties accordées | Montants maximums garantis |
|---|---------------------|--|
| RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION (dispositions générales COM08813) | | |
| ♦ <u>Dommages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement</u> (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) Tous dommages confondus Sans pouvoir dépasser : | OUI | 10 000 000 EUR par sinistre |
| - Dommages matériels et immatériels consécutifs Sauf cas ci-après : | OUI | 800 000 EUR par sinistre |
| • Vol par préposés | OUI | 15 300 EUR par sinistre |
| - Dommages immatériels non consécutifs | OUI | 305 000 EUR par sinistre |
| ♦ <u>Dommages résultant d'une atteinte à l'environnement</u> (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) | OUI | 300 000 EUR par année d'assurance |
| - Tous dommages confondus | OUI | 1 000 000 EUR par année d'assurance |
| ♦ <u>Dommages corporels à vos préposés et matériels accessoires</u> | OUI | |
| RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (annexe spécifique DEE550) | | |
| ♦ <u>Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus</u> | OUI | 500 000 EUR par année d'assurance et 300 000€ par sinistre |
| Dont : | | |
| - Dommages matériels et immatériels consécutifs aux biens (objets et documents) remis en vue de l'exécution de votre prestation y compris frais de reconstitution | OUI | 100 000 EUR par année d'assurance |
| - Dommages résultant d'infections informatiques | OUI | 30 000 EUR par année d'assurance |
| DEFENSE PENALE ET RECOURS SUITE A ACCIDENT | | |
| Frais et honoraires pris en charge quel que soit le nombre de victimes | OUI | 50 000 EUR par année d'assurance |

siège social :
1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex, Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

3/3



Certificat N° C3185

Monsieur Anthony LEQUEUVRE

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|---|--|---|
| Amiante sans mention | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 06 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis. |
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Diagnostic de performance énergétique individuel | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. |

Date d'établissement le lundi 30 décembre 2019

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.

Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le site internet de LCC QUALIXPERT www.qualixpert.com.

LCC QUALIXPERT - 49100 CHATELAIN
Tél. 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com
FD9 Certification de compétence version M 250119
sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : 2011/DURANCET/RDC_DRT
 Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 03-201 – Février 2016
 Date du repérage : 01/12/2020
 Heure d'arrivée : 09 h 00
 Temps passé sur site : 06 h 45

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : **Gers**
 Adresse : **9 RUE SAINTE QUITTERIE**
 Commune : **32160 PLAISANCE**
 Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

.....
Section cadastrale AE, Parcelle numéro 70,

Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

- ☐ **Présence de traitements antérieurs contre les termites**
☐ **Présence de termites dans le bâtiment**
☐ **Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 112-4 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 1/11/2006**

Documents fournis :

..... **Néant**
 Désignation du (ou des) bâtiment(s) et périmètre de repérage :
 **Habitation (partie privative d'immeuble)**

Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 133-5 du CCH :
 **Le bien est situé dans une zone soumise à un arrêté préfectoral:**
32160 PLAISANCE (Information au 27/01/2020)
Niveau d'infestation moyen
- Arrêté préfectoral

B. - Désignation du client

Désignation du client :

Nom et prénom : **Monsieur DURANCET Claude**
 Adresse : **LIEU DIT A MONTARDON**
626 ROUTE DE CAPSUS 32160 GALIAX

Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Agence**
 Nom et prénom : **Monsieur DURANCET Claude**
 Adresse : **LIEU DIT A MONTARDON**
626 ROUTE DE CAPSUS
32160 GALIAX

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **LEQUEUVRE Anthony**
 Raison sociale et nom de l'entreprise : **Maison du Diag**
 Adresse : **4 RUE D'ISABY**
65420 IBOS
 Numéro SIRET : **753 309 392 00011**
 Désignation de la compagnie d'assurance : ... **ALLIANZ**
 Numéro de police et date de validité : **55495334 / 09/09/2021**
 Certification de compétence **C3165** délivrée par : **LCC QUALIXPERT, le 02/12/2019**



N° Vert 0 800 330 311

Courriel: contact@maisondudiag.fr
www.maisondudiag.fr

SIRET: 753 309 392 00011 SARL Maison du Diag au capital de 10000 Euros

1/11
 Rapport du :
 01/12/2020

D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Liste des pièces visitées :

**Rez de chaussée - séjour et cuisine,
Rez de chaussée - Dégagement 1,
Rez de chaussée - salle d'eau + WC,
Rez de chaussée - Dégagement 2,**

**Rez de chaussée - cellier,
Rez de chaussée - Chambre,
Rez de chaussée - Salon,
1er étage - Grenier**

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3) |
|---|---|---|
| Rez de chaussée | | |
| séjour et cuisine | Sol - Plancher béton et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte 1 - A - PVC et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte 1 - A - PVC et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre - A - PVC et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati fenêtre - A - PVC et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Volet - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte 2 - C - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte 2 - C - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte 3 - D - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C - Plâtre et Faïence | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Placard - D - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Dégagement 1 | Sol - Plancher béton et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte 1 - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte 2 - B - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte 1 - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte 2 - B - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Bois et lambris Bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| salle d'eau + WC | Sol - Plancher béton et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Faïence | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Dégagement 2 | Sol - Plancher béton et planche de bois | Absence d'indices d'infestation de termites |

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3) |
|---|---|---|
| | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte 1 - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte 2 - C - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte 1 - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte 2 - B - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte 3 - C - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte 4 - D - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte 3 - B - PVC et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte 5 - B - PVC et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| cellier | Sol - Plancher béton et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte - A - PVC et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte - A - PVC et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Chambre | Sol - Plancher béton et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Salon | Sol - Plancher bois et parquet | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre 1 - C - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre 2 - C - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati fenêtre 1 - C - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati fenêtre 2 - C - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Volet 1 - C - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Volet 2 - C - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - B, C, D - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3) |
|---|---|---|
| 1er étage | | |
| Grenier | Sol - Plancher bois et parquet | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Bati porte - A - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiserie, plinthes, charpentes...

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

E. – Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiées en France métropolitaine (*Reticulitermes flavipes*, *reticulitermes lucifugus*, *reticulitermes banyulensis*, *reticulitermes grassei* et *reticulitermes urbis*) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (*Coptotermes* et *heterotermes*),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les *kalotermes flavicollis* présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les *Cryptotermes* présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

- **Les termites arboricole**, appartiennent au genre *Nasutitermes* présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

Rappels réglementaires :

L 133-5 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Sous-Sol - vide sanitaire (Absence de trappe de visite)

G. – Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

| Localisation | Liste des ouvrages, parties d'ouvrages | Motif |
|---------------------------|--|-----------------------------|
| Sous-Sol - vide sanitaire | Toutes | Absence de trappe de visite |

| Localisation | Liste des ouvrages, parties d'ouvrages | Motif |
|-------------------------|--|---|
| Rez de chaussée - Salon | plancher bois | Impossibilité d'investigation approfondie non destructive |

Nota : notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

H. - Constatations diverses :

| Localisation | Liste des ouvrages, parties d'ouvrages | Observations et constatations diverses |
|--------------|--|---|
| Général | - | Présence d'indices d'infestation d'autres agents de dégradation biologique Les zones situées derrière les doublages des murs et plafonds n'ont pas été visitées par défaut d'accès |

Note 1: Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

I. - Moyens d'investigation utilisés :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L.133-5, L.133-6, L 271-4 à 6, R133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

Moyens d'investigation :

- Examen visuel des parties visibles et accessibles.
- Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.
- Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.
- Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.
- À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Monsieur DURANCET Claude

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

Néant



N° Vert 0 800 330 311

Courriel: contact@maisondudiag.fr

www.maisondudiag.fr

SIRET: 753 309 392 00011 SARL Maison du Diag au capital de 10000 €uros

5/11

Rapport du :
01/12/2020

J. – VISA et mentions :

Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

Nota 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

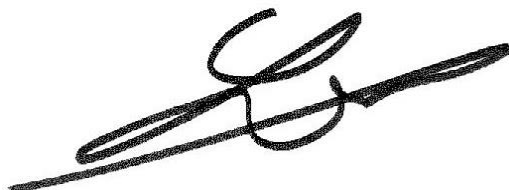
*Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)***

Visite effectuée le **01/12/2020**.

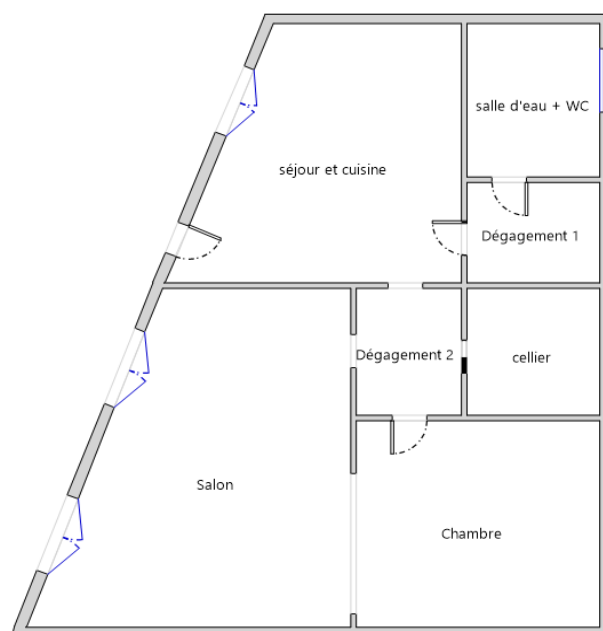
Rapport valable jusqu'au 31/05/2021

Fait à **IBOS**, le **01/12/2020**

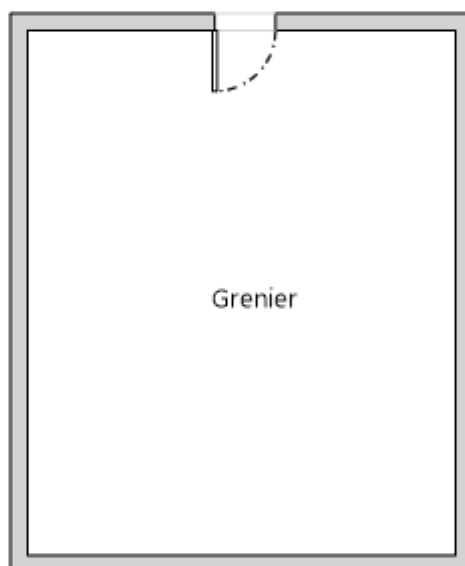
Par : LEQUEUVRE Anthony




Annexe – Plans – croquis



Rez-de-chaussée



1er Etage

Annexe – Assurance / Attestation sur l'honneur

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé 1 cours Michelet CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex, atteste que :

MAISON DU DIAG
4 rue D'ISABY
65420 IBOS

Est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité Civile souscrit sous le numéro **55495334**, qui a pris effet le **10/09/2015**.

Ce contrat a pour objet de garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à l'égard des tiers du fait des activités déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Diagnosticur immobilier :

- Contrôle périodique amiante,
- Diagnostic amiante avant travaux/démolition,
- Diagnostic amiante avant-vente,
- Dossier technique amiante Partie Privative,
- Exposition au plomb (CREP),
- Recherche de plomb avant travaux,
- Diagnostic risque d'exposition au plomb dans les peintures,
- Plomb dans l'eau,,
- Diagnostic gaz,
- Diagnostic monoxyde de carbone,
- Diagnostic Termites,
- Etat parasitaire,
- Diagnostic de performance énergétique,
- Etat de l'installation intérieure d'électricité,
- Risques naturels et technologiques,
- Loi Carrez,
- Loi Boutin,
- Etats des lieux,
- Diagnostic technique SRU,
- Diagnostic sécurité piscine,
- Diagnostic accessibilité handicapés.
- Contrôle des installations d'assainissement non collectif.

siège social :
 1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
 Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

1/3

Attestation d'assurance**Responsabilité Civile 55495334**

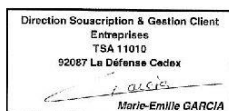
La présente attestation est valable, sous réserve du paiement de la cotisation, pour la période du 10/09/2020 au 09/09/2021.

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur et ne peut engager celui-ci au delà des limites du contrat auquel elle se réfère.

Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...).

Etablie à LYON, le 08/09/2020

Pour Allianz, Marie-Emilie GARCIA



Siège social :
1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

2/3

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

| RESPONSABILITE CIVILE | Garanties accordées | Montants maximums garantis |
|---|---------------------|--|
| RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION (dispositions générales COM08813) | | |
| ♦ <u>Dommages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement</u> (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) Tous dommages confondus <u>Sans pouvoir dépasser:</u> | OUI | 10 000 000 EUR par sinistre |
| - Dommages matériels et immatériels consécutifs Sauf cas ci-après : | OUI | 800 000 EUR par sinistre |
| • Vol par préposés | OUI | 15 300 EUR par sinistre |
| - Dommages immatériels non consécutifs | OUI | 305 000 EUR par sinistre |
| ♦ <u>Dommages résultant d'une atteinte à l'environnement</u> (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) | OUI | 300 000 EUR par année d'assurance |
| - Tous dommages confondus | OUI | 1 000 000 EUR par année d'assurance |
| ♦ <u>Dommages corporels à vos préposés et matériels accessoires</u> | OUI | |
| RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (annexe spécifique DEE550) | | |
| ♦ <u>Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus</u> | OUI | 500 000 EUR par année d'assurance et 300 000€ par sinistre |
| Dont : | | |
| - Dommages matériels et immatériels consécutifs aux biens (objets et documents) remis en vue de l'exécution de votre prestation y compris frais de reconstitution | OUI | 100 000 EUR par année d'assurance |
| - Dommages résultant d'infections informatiques | OUI | 30 000 EUR par année d'assurance |
| DEFENSE PENALE ET RECOURS SUITE A ACCIDENT | | |
| Frais et honoraires pris en charge quel que soit le nombre de victimes | OUI | 50 000 EUR par année d'assurance |

siège social :
1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex, Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

3/3



Certificat N° C3165

Monsieur Anthony LEQUEUVRE

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|---|--|---|
| Amiante sans mention | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 06 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis. |
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Diagnostic de performance énergétique individuel | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. |

Date d'établissement le lundi 30 décembre 2019

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.

Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le site internet de LCC QUALIXPERT www.qualixpert.com.

LCC 7, rue Boffe - 81100 CASTRES
Tél 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com
F09 Certification de compétence version M 250119
sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

Numéro de dossier : 2011/DURANCET/RDC_DRT
 Norme méthodologique employée : AFNOR FD C 16-600 (juin 2015)
 Date du repérage : 01/12/2020
 Heure d'arrivée : 09 h 00
 Durée du repérage : 06 h 45

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 10 aout 2015 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7, R134-10 et R134-11 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

A. - Désignation du ou des immeubles bâtis

Localisation du ou des bâtiments bâtis :

Département : **Gers**
 Adresse : **9 RUE SAINT EQUITIERE**
 Commune : **32160 PLAISANCE**
 Référence cadastrale : **Section cadastrale AE, Parcelle numéro 70,**
 Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Périmètre de repérage :
 Type d'immeuble : **Appartement**
 Année de construction du bien : **< 1949**
 Année de l'installation : **< 1949**
 Distributeur d'électricité : **Engie**

B. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :

Nom et prénom : **Monsieur DURANCET Claude**
 Adresse : **LIEU DIT A MONTARDON**
626 ROUTE DE CAPSUS
32160 GALIAX

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Agence**

Propriétaire de l'appartement ou de la maison individuelle :

Nom et prénom : **Monsieur DURANCET Claude**
 Adresse : **LIEU DIT A MONTARDON**
626 ROUTE DE CAPSUS
32160 GALIAX

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **LEQUEUVRE Anthony**
 Raison sociale et nom de l'entreprise : **Maison du Diag**
 Adresse : **4 RUE D'ISABY**
65420 IBOS
 Numéro SIRET : **753 309 392 00011**
 Désignation de la compagnie d'assurance : **ALLIANZ**
 Numéro de police et date de validité : **55495334 / 09/09/2021**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT** le **30/12/2019** jusqu'au **29/12/2023**. (Certification de compétence **C3165**)



D. – Limites du domaine d'application du diagnostic

Le diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure, ni les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

E. – Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées

| | |
|-------------------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie et ne fait pas l'objet de constatations diverses. |
| <input type="checkbox"/> | L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie , mais fait l'objet de constatations diverses . |
| <input type="checkbox"/> | L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies . Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses. |
| <input checked="" type="checkbox"/> | L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies . Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de constatations diverses . |
| <input type="checkbox"/> | L'installation intérieure d'électricité n'était pas alimentée lors du diagnostic. Les vérifications de fonctionnement du ou des dispositifs de protection à courant différentiel résiduel n'ont pu être effectuées. |

E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

- ☐ 1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- ☐ 2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- ☒ 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
- ☐ 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☐ 5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☐ 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☐ 7. Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.
- ☐ 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
- ☐ 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.
- ☐ 9. Des appareils d'utilisation situés dans les parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.
- ☐ 10. La piscine privée ou le bassin de fontaine.


E.3. Les constatations diverses concernent :

- ☐ Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.
- ☐ Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.



☒ Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

F. - Anomalies identifiées

| N° Article (1) | Libellé des anomalies | N° Article (2) | Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre | Photos |
|----------------|---|----------------|--|---|
| B3.3.6 a1 | Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. | | |  |

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le numéro d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

(*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

G.1. - Informations complémentaires

| Article (1) | Libellé des informations |
|-------------|--|
| B11 a3 | Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA. |
| B11 b1 | L'ensemble des socles de prise de courant est de type à obturateur. |
| B11 c1 | L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm. |

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

G.2. - Constatations diverses

G1. - Installations ou parties d'installation non couvertes

Néant

G2. - Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

| N° Article (1) | Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme FD C 16-600 - Annexe C | Motifs |
|----------------|--|--------|
| Néant | - | |

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée.

G3. - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

E3 g) La valeur mesurée de la résistance de la prise de terre depuis la partie privative n'est pas en adéquation avec la sensibilité du (ou des) dispositifs différentiels ; il est recommandé de se rapprocher du syndic de copropriété

H. - Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Sous-Sol - vide sanitaire (Absence de trappe de visite)



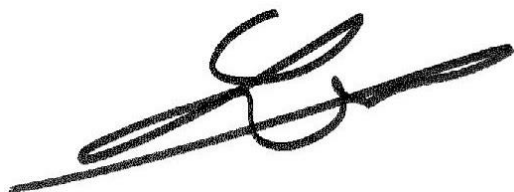
*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT - 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)***

Dates de visite et d'établissement de l'état :

Visite effectuée le : **01/12/2020**

Etat rédigé à **IBOS**, le **01/12/2020**

Par : LEQUEUVRE Anthony



I. - Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

| Correspondance avec le domaine d'anomalies (1) | Objectif des dispositions et description des risques encourus |
|--|--|
| B.1 | Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique. |
| B.2 | Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| B.3 | Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| B.4 | Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies. |
| B.5 | Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| B.6 | Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| B.7 | Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| B.8 | Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| B.9 | Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution. |
| B.10 | Piscine privée ou bassin de fontaine : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |

(1) Référence des anomalies selon la norme ou spécification technique utilisée.

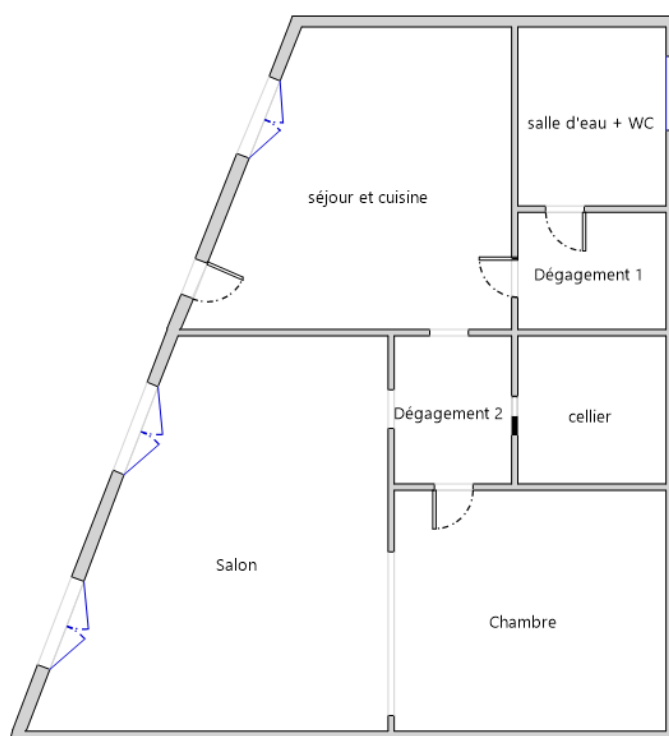
J. - Informations complémentaires

| Correspondance avec le groupe d'informations (1) | Objectif des dispositions et description des risques encourus |
|--|---|
| B.11 | <p>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p> <p>Socles de prise de courant de type à obturateurs : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.</p> <p>Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.</p> |

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou spécification technique utilisée.

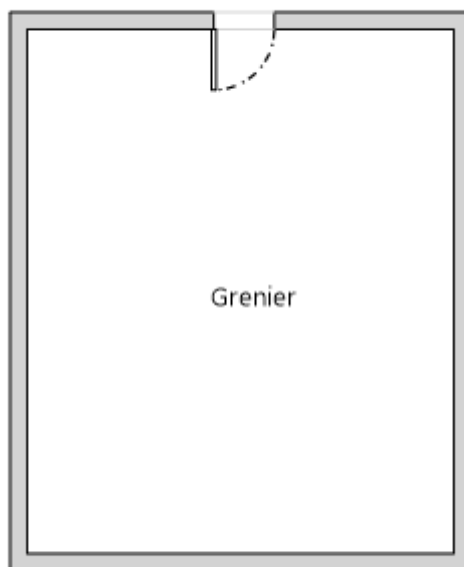


Annexe - Plans



Rez-de-chaussée





1er Etage

Annexe - Photos



Photo PhEle001

Libellé de l'anomalie : B3.3.6 a1 Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.

Recommandations

Néant

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer



- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé





Certificat N° C3165

Monsieur Anthony LEQUEUVRE

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|---|--|---|
| Amiante sans mention | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 08 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis. |
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Diagnostic de performance énergétique individuel | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable Du 30/12/2019 au 29/12/2024 | Arrêté du 21 novembre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine | Certificat valable Du 02/12/2019 au 01/12/2024 | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. |

Date d'établissement le lundi 30 décembre 2019

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.

Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le site internet de LCC QUALIXPERT www.qualixpert.com.

LCC QUALIXPERT, 17, rue du Val d'Ay, 81100 Castres
Tél. 05 63 73 32 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com
F09 Certification de compétence version M 250119
sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018



N° Vert 0 800 330 311

Fax: 05 62 37 23 54 Courriel contact@maisondudiag.fr
www.maisondudiag.fr

SIRET: 753 309 392 00011 SARL Maison du Diag au capital de 10000 Euros

9/12

Rapport du :
01/12/2020

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé 1 cours Michelet CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex, atteste que :

MAISON DU DIAG
4 rue D'ISABY
65420 IBOS

Est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité Civile souscrit sous le numéro **55495334**, qui a pris effet le **10/09/2015**.

Ce contrat a pour objet de garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à l'égard des tiers du fait des activités déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Diagnostic immobilier :

- Contrôle périodique amiante,
- Diagnostic amiante avant travaux/démolition,
- Diagnostic amiante avant-vente,
- Dossier technique amiante Partie Privative,
- Exposition au plomb (CREP),
- Recherche de plomb avant travaux,
- Diagnostic risque d'exposition au plomb dans les peintures,
- Plomb dans l'eau,,
- Diagnostic gaz,
- Diagnostic monoxyde de carbone,
- Diagnostic Termites,
- Etat parasitaire,
- Diagnostic de performance énergétique,
- Etat de l'installation intérieure d'électricité,
- Risques naturels et technologiques,
- Loi Carrez,
- Loi Boutin,
- Etats des lieux,
- Diagnostic technique SRU,
- Diagnostic sécurité piscine,
- Diagnostic accessibilité handicapés.
- Contrôle des installations d'assainissement non collectif.

siège social :
 1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
 Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

1/3



0 800 330 311

Fax: 05 62 37 23 54 Courriel contact@maisondudiag.fr
www.maisondudiag.fr

SIRET: 753 309 392 00011 SARL Maison du Diag au capital de 10000 Euros

10/12
 Rapport du :
 01/12/2020

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

La présente attestation est valable, sous réserve du paiement de la cotisation, pour la période du 10/09/2020 au 09/09/2021.

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur et ne peut engager celui-ci au delà des limites du contrat auquel elle se réfère.

Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...).

Etablie à LYON, le 08/09/2020

Pour Allianz, Marie-Emilie GARCIA



Siège social :
1, cours Michellet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
Allianz Vie : 940 234 962 RCS Paris

2/3



Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

| RESPONSABILITE CIVILE | Garanties accordées | Montants maximums garantis |
|---|---------------------|--|
| RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION (dispositions générales COM08813) | | |
| ♦ <u>Dommmages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement</u> (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) Tous dommages confondus Sans pouvoir dépasser: | OUI | 10 000 000 EUR par sinistre |
| - Dommages matériels et immatériels consécutifs | OUI | 800 000 EUR par sinistre |
| Sauf cas ci-après : | OUI | 15 300 EUR par sinistre |
| • Vol par préposés | OUI | 305 000 EUR par sinistre |
| - Dommages immatériels non consécutifs | OUI | |
| ♦ <u>Dommmages résultant d'une atteinte à l'environnement</u> (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) | OUI | 300 000 EUR par année d'assurance |
| - Tous dommages confondus | OUI | 1 000 000 EUR par année d'assurance |
| ♦ <u>Dommmages corporels à vos préposés et matériels accessoires</u> | OUI | |
| RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (annexe spécifique DEE550) | | |
| ♦ <u>Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus</u> | OUI | 500 000 EUR par année d'assurance et 300 000€ par sinistre |
| Dont : | | |
| - Dommages matériels et immatériels consécutifs aux biens (objets et documents) remis en vue de l'exécution de votre prestation y compris frais de reconstitution | OUI | 100 000 EUR par année d'assurance |
| - Dommages résultant d'infections informatiques | OUI | 30 000 EUR par année d'assurance |
| DEFENSE PENALE ET RECOURS SUITE A ACCIDENT | | |
| Frais et honoraires pris en charge quel que soit le nombre de victimes | OUI | 50 000 EUR par année d'assurance |

siège social :
1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex, Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

3/3



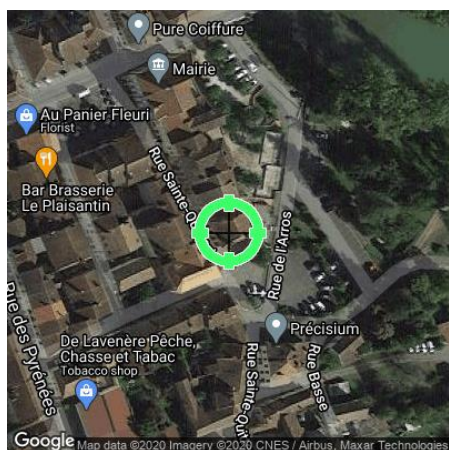
N° Vert 0 800 330 311

Fax: 05 62 37 23 54 Courriel contact@maisondudiag.fr
www.maisondudiag.fr

SIRET: 753 309 392 00011 SARL Maison du Diag au capital de 10000 Euros

12/12
Rapport du :
01/12/2020

Etat des risques de Pollution des Sols (ERPS)



| | |
|-------------------------------|---|
| Réalisé en ligne* par | Media Immo |
| Pour le compte de | MAISON DU DIAG |
| Numéro de dossier | 2011/DURANCET/RDC_DRT |
| Date de réalisation | 01/12/2020 |
| Localisation du bien | 9 RUE SAINTE QUITTERIE 32160 PLAISANCE |
| Section cadastrale | AE 70 |
| Données GPS | Latitude 43.605897 - Longitude 0.049147 |
| Désignation du vendeur | Monsieur DURANCET Claude |
| Désignation du de l'acquéreur | |

Synthèse ERPS

| Dans un rayon de 200m autour du bien | Dans un rayon entre 200m et 500m du bien | Conclusion |
|--------------------------------------|--|--|
| | | <p>A ce jour et selon les informations transmises par le BRGM et le MEDDE, il s'avère qu'à moins de 500m du bien :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucun site pollué (ou potentiellement pollué) n'est répertorié par BASOL. 4 sites industriels ou activités de service sont répertoriés par BASIAS. 4 sites sont répertoriés au total. <p style="text-align: right;"> <small>MEDIA IMMO 324, rue Louis Randon 91100 CORBEIL ESSONNES Tél. 01 60 90 40 35 SIRET 750 675 84 SAS EVRY</small> Fait le 01/12/2020 </p> |

* Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ERPS du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données BASOL et BASIAS et des futurs SIS soient à jour.

Ce présent document n'a pour but que de communiquer, à titre informatif, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols dans un périmètre précis autour du bien.

Document réalisé à partir des bases de données **BASIAS** et **BASOL**
(Gérée par le **BRGM** - Bureau de Recherches Géologiques et Minières et le **MEDDE** - Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie)



N° Vert 0 800 330 311

Courriel: contact@maisondudiag.fr
www.maisondudiag.fr

SIRET: 753 309 392 00011 SARL Maison du Diag au capital de 10000 Euros

1/4
Rapport du :
01/12/2020

Qu'est-ce que l'Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS) ?

Ce document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

Doit-on prévoir de prochains changements ?

Oui : En application du **Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015** prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement, l'actuel ERPS sera progressivement interprété par l'élaboration de **Secteurs d'Information** sur les **Sols**, plus communément appelés les **SIS** et seront intégrés à l'**ERNMT**.

Dans quels délais ?

Le décret nous informe que les pouvoirs publics territoriaux de chaque département doivent élaborer et valider les SIS **entre le 1^{er} janvier 2016 et le 1^{er} janvier 2019**.

Que propose Media Immo durant ces 3 ans ?

Jusqu'à la mise en application progressive des arrêtés préfectoraux relatifs aux SIS, **Media Immo** vous transmet, **à titre informatif**, les informations actuellement disponibles et rendues publiques par l'Etat à travers les bases de données **BASOL** et **BASIAS**.

Que signifient BASOL et BASIAS ?

- ✓ **BASOL** : **BA**se de données des sites et **SOL**s pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.
- ✓ **BASIAS** : **BA**se de données d'**A**nciens **S**ites **I**ndustriels et **A**ctivités de **S**ervice, réalisée essentiellement à partir des archives et gérée par le **BRGM** (**B**ureau de **R**echerches **G**éologiques et **M**inières). **Il faut souligner qu'une inscription dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.**

Comment sont établis les périmètres et attributs des futurs SIS ?

Le préfet élabore la liste des projets de SIS et la porte à connaissance des maires de chaque commune. L'avis des maires est recueilli, puis les informations de pollution des sols sont mises à jour grâce à la contribution des organismes participants. Ces secteurs seront représentés dans un ou plusieurs documents graphiques, **à l'échelle cadastrale**.

Ou'est-ce qu'un site pollué ?

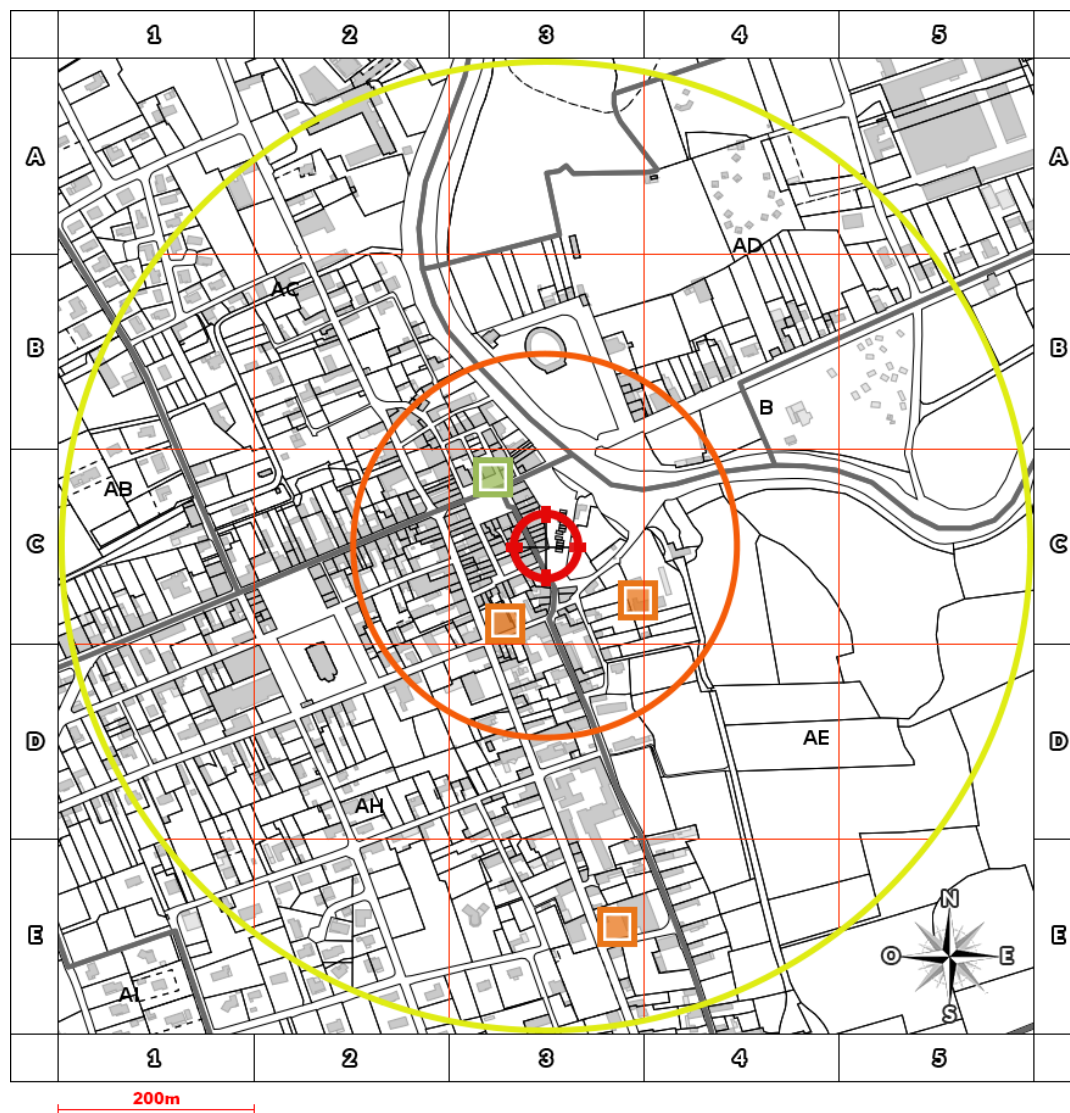
Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.






Quels sont les risques si le vendeur ou le bailleur n'informe pas l'acquéreur ou le locataire ?





« À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, **dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution**, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la **résolution du contrat** ou, selon le cas, de **se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer**. L'acquéreur peut aussi demander la **réhabilitation du terrain aux frais du vendeur** lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente ». **(Extrait du Décret)**



Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien







-  BASOL : Base de données des sites et sols pollués (ou potentiellement pollués)
-  BASIAS en activité: Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est terminée: Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est inconnue: Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  Emplacement du bien

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des sites pollués (ou potentiellement pollués) situés à moins de 500m du bien et représentés par les pictos , ,  et . Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.



Inventaire des sites situés à moins de 200m du bien, 500m du bien et non localisés

| Repère | Nom | Activité des sites situés à moins de 200m | Adresse | Distance (Environ) |
|---|---|---|-----------|--------------------|
|  | LAURET (2), LALANNE (1) / STATION SERVICE | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | PLAISANCE | 88m |
|  | SARL PLAISANCE PRESSING / PRESSING | Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons | PLAISANCE | 90m |
|  | FERRER GERMAIN / DEPOT DE LIQUIDES INFLAMMABLES | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | PLAISANCE | 110m |

| Repère | Nom | Activité des sites situés de 200m à 500m | Adresse | Distance (Environ) |
|---|---|---|-----------|--------------------|
|  | STE FITAN ET FILS (2), FITAN AMELEE (1) / FABRIQUE DE MEUBLES, VERNISSAGE | Imprégnation du bois ou application de peintures et vernis... | PLAISANCE | 398m |

| Repère | Nom | Activité des sites non localisés | Adresse | Distance (Environ) |
|--------|--|--|----------------------------------|--------------------|
| - | BROQUA FRANCOIS / TEINTURERIE | Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons | PYRENEES (RUE DES) PLAISANCE | |
| - | DULUC LOUIS / TEINTURERIE | Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons | PLAISANCE | |
| - | VERDIER LEOPOLD / TANNERIE | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | PLAISANCE | |
| - | DALIES JEAN-BAPTISTE / FABRIQUE D'ALLUMETTES | Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...) | PYRENEES (RUE DES) PLAISANCE | |
| - | SEICHAN RAOUL-GEORGES / RESERVOIR SOUTERRAIN D'ESSENCE, GARAGE | Garages, ateliers, mécanique et soudure, Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | PLAISANCE | |
| - | DUFRECHE JACQUES / MOTOCYCLES, MOTOCULTURE | Commerce et réparation de motocycles et de bicyclettes | PYRENEES (RUE DES) N°4 PLAISANCE | |
| - | BON (4), ALVAREZ (3), SADIRAC (2), QUERREILLAHC (1) / GARAGE, STATION SERVICE | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure, Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | PLAISANCE | |
| - | POUTS (SA DISPLAI) / DEPOT ET DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES SUPERMARCHÉ SCORE | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | PLAISANCE | |
| - | SARL PLAISANCE AUTOMOBILE (3,1991), CUENCA (2,1972), DELAYE (1,1965) / STATION SERVICE + DLI | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | PLAISANCE | |
| - | DELAYE (2), CAMGUILHEM (1) / MECANICIEN, POMPISTE | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | PLAISANCE | |
| - | GAUTE / DESSERTE DE CARBURANT | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | PLAISANCE | |
| - | LARTIGUE GEORGES / FABRIQUE D'ALLUMETTES | Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...) | PLAISANCE | |
| - | VERDIER LEOPOLD / TANNERIE | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | PLAISANCE | |
| - | | Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base (PVC, polystyrène,...), Fabrication de caoutchouc synthétique (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...) | PLAISANCE | |
| - | SORBETS / MOTOCYCLES, MOTOCULTURE | Commerce et réparation de motocycles et de bicyclettes | PLAISANCE | |



Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

En application des articles L 125-5, L 125-6, L 125-7 et R 125-23 à 27 du Code de l'environnement



| | |
|-----------------------|-----------------------|
| Réalisé en ligne* par | MAISON DU DIAG |
| Numéro de dossier | 2011/DURANCET/RDC_DRT |
| Date de réalisation | 01/12/2020 |
| Fin de validité | 31/05/2021 |

| | |
|----------------------|---|
| Localisation du bien | 9 RUE SAINTE QUITTERIE 32160 PLAISANCE |
| Section cadastrale | AE 70 |
| Données GPS | Latitude 43.605897 - Longitude 0.049147 |

| | |
|----------------------------|--------------------------|
| Désignation du vendeur | Monsieur DURANCET Claude |
| Désignation de l'acquéreur | |

* Document réalisé en ligne par MAISON DU DIAG qui assume la responsabilité de la localisation et de la détermination de l'exposition aux risques, sauf pour les réponses générées automatiquement par le système.

| EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS DE PREVENTION DE RISQUES | | | | |
|---|---|----------|------------|-------------|
| | Zonage réglementaire sur la sismicité : Zone 2 - Faible | - | Exposé | |
| | Commune à potentiel radon de niveau 3 | | Non Exposé | |
| PPRn | Inondation | Approuvé | Non exposé | - |
| PPRn | Inondation par crue | Prescrit | Exposé | - |
| PPRn | Mouvement de terrain Argile | Approuvé | Exposé | Travaux (1) |

| INFORMATIONS PORTEES A CONNAISSANCE | | | | |
|-------------------------------------|--|-------------------|--------|---|
| - | Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) | Informatif (2) | Exposé | - |

(1) **Information Propriétaire : Votre immeuble est concerné par des prescriptions de travaux.** Vous devez répondre manuellement sur l'imprimé officiel (page 2) si "OUI" ou "NON" les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR ont été réalisés. (Ceci peut concerner les PPR naturels, miniers et technologiques). Pour plus d'informations, se référer au "Règlement Plan de Prévention et Prescriptions de travaux".

(2) A ce jour, ce risque n'est donné qu'à titre **INFORMATIF** et n'est pas retranscrit dans le formulaire

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 2013087-0007

du 28/03/2013

mis à jour le N/a

Adresse de l'immeuble

9 RUE SAINTE QUITTERIE
32160 PLAISANCE

Cadastre

AE
70

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N

oui ☒ non ☐prescrit ☒anticipé ☐approuvé ☒

date 24/05/2016

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

Inondation ☒Crue torrentielle ☐Mouvement de ☐Avalanche ☐Sécheresse ☒Cyclone ☐Remontée de ☐Feux de forêt ☐Séisme ☐Volcan ☐

Autre

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Cartes liées : Carte Sismicité, Inondation par crue, Mouvement de terrain Argile, Inondation

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR

oui ☒ non ☐

si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés

oui ☐ non ☐

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M

oui ☐ non ☒prescrit ☐anticipé ☐approuvé ☐

date

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

Mouvements de terrain ☐

Autre

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Voir Liste des Cartes pour les Risques naturels

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des

oui ☐ non ☒

si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR miniers ont été réalisés

oui ☐ non ☐

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRT prescrit et non encore approuvé

oui ☐ non ☒

Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :

Effet toxique ☐Effet ☐Effet de ☐projection ☐Risque ☐

thermique

surpression

Industrie

L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPRT approuvé

oui ☐ non ☒

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement

oui ☐ non ☐

L'immeuble est situé en zone de prescription

oui ☐ non ☒

Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés

oui ☐ non ☐

Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels

oui ☐ non ☐

l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en

Zone 1 ☐

très faible

zone 2 ☒

faible

zone 3 ☐

modérée

zone 4 ☐

moyenne

zone 5 ☐

forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon de niveau 3

oui ☐ non ☒

Information relative à la pollution de sols

Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)

NC* ☐oui ☐non ☒

*Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de l'Etat dans le département)

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

L'information est mentionnée dans l'acte de vente

* catastrophe naturelle minière ou technologique

oui ☒ non ☐

vendeur – acquéreur

Vendeur

Monsieur DURANCET Claude

Acquéreur

Date

01/12/2020

Fin de validité 31/05/2021

Liste des arrêtés de catastrophes Naturelles

en date du 01/12/2020

Déclaration de sinistres indemnisés

Préfecture : Gers

Adresse de l'immeuble : 9 RUE SAINTE QUITTERIE 32160 PLAISANCE

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

| Types de catastrophe | Date de début | Date de fin | Publication | JO | OUI | NON |
|--|---------------|-------------|-------------|------------|--------------------------|--------------------------|
| Inondations et coulées de boue | 17/07/1983 | 17/07/1983 | 05/10/1983 | 08/10/1983 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue | 16/04/1988 | 16/04/1988 | 02/08/1988 | 13/08/1988 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/05/1989 | 30/06/1998 | 21/01/1999 | 05/02/1999 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue | 24/09/1999 | 25/09/1999 | 29/11/1999 | 04/12/1999 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/1999 | 29/12/1999 | 29/12/1999 | 30/12/1999 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue | 10/06/2000 | 10/06/2000 | 03/08/2000 | 23/08/2000 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue | 22/05/2001 | 22/05/2001 | 03/12/2001 | 19/12/2001 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/2002 | 31/12/2002 | 30/04/2003 | 22/05/2003 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue | 24/01/2009 | 27/01/2009 | 28/01/2009 | 29/01/2009 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/04/2011 | 30/06/2011 | 27/07/2012 | 02/08/2012 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue | 13/06/2018 | 14/06/2018 | 17/09/2018 | 20/10/2018 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue | 13/12/2019 | 15/12/2019 | 02/03/2020 | 13/03/2020 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Cochez les cases **OUI** ou **NON** si, à votre connaissance l'immeuble à fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des évènements

Etabli le :/...../.....
mandataire

Signature / Cachet en cas de prestataire ou

Vendeur : Monsieur DURANCET Claude

Acquéreur :

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.prim.net

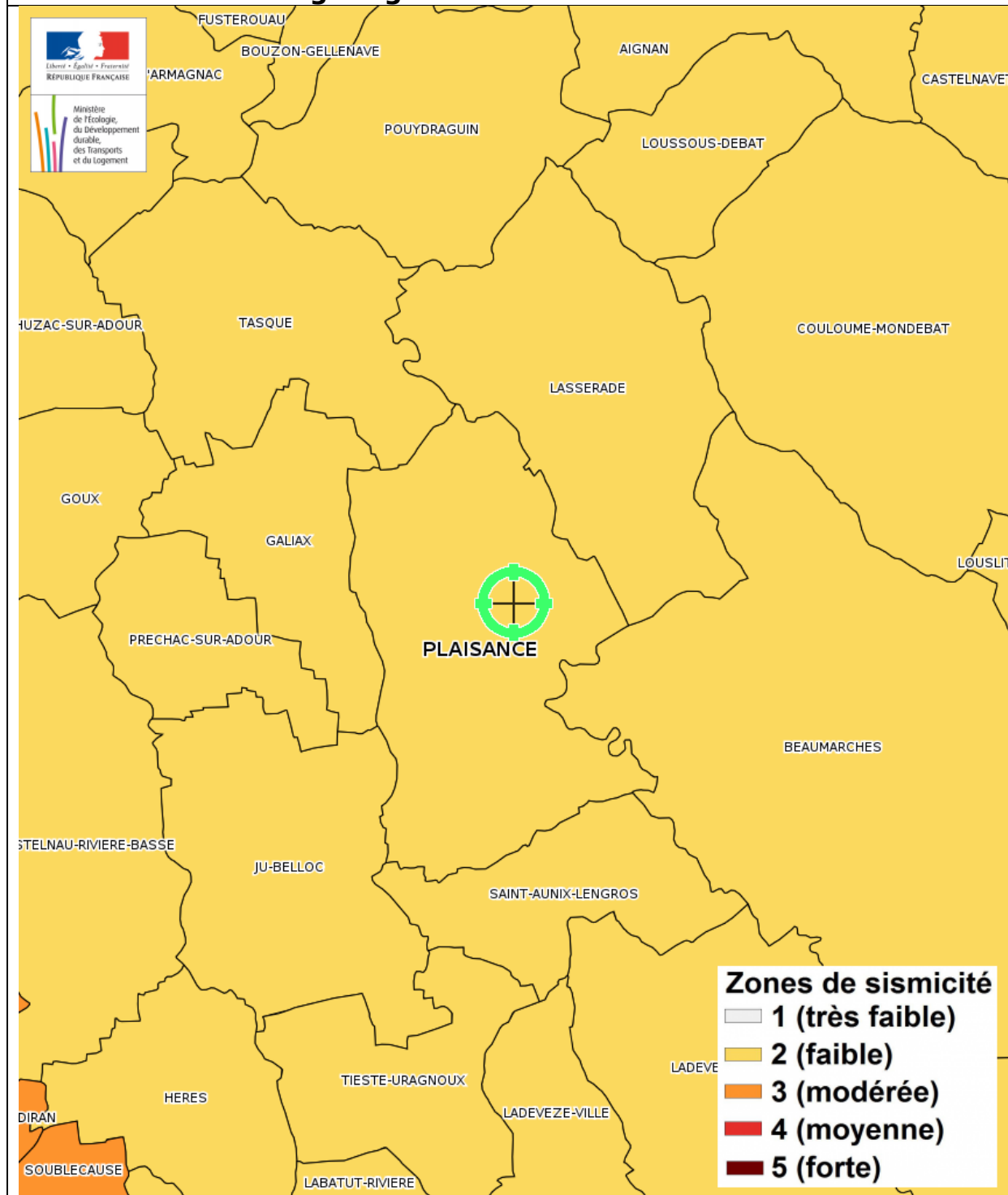
Extrait cadastral

| | | | | |
|-------------|-----------|----------|----|--------------------------|
| Département | Gers | Section | AE | Extrait de plan, données |
| Commune | PLAISANCE | Parcelle | 70 | IGN, Cadastre.gouv.fr |

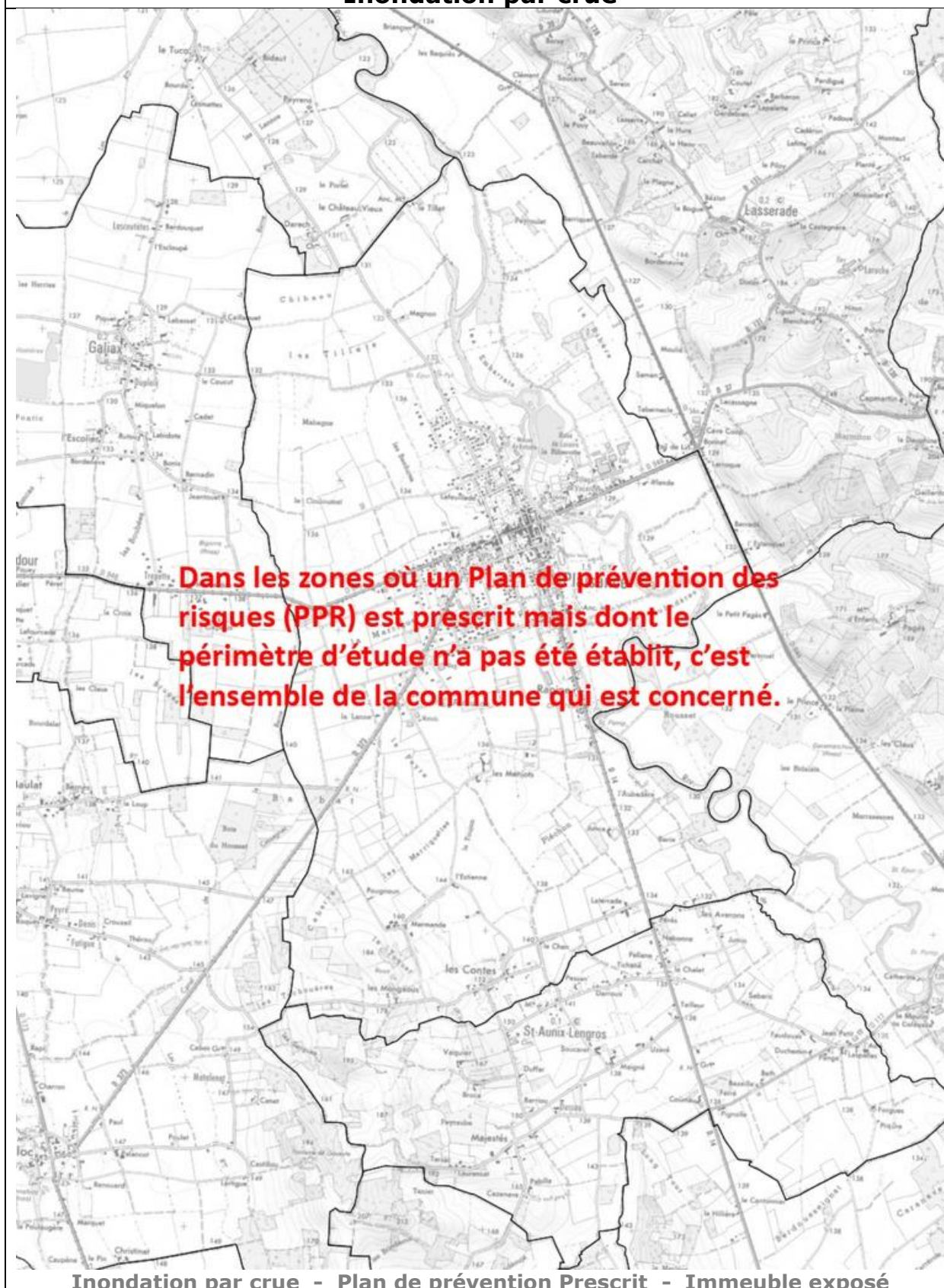
Parcelle(s) supplémentaire(s) :



Zonage réglementaire sur la sismicité

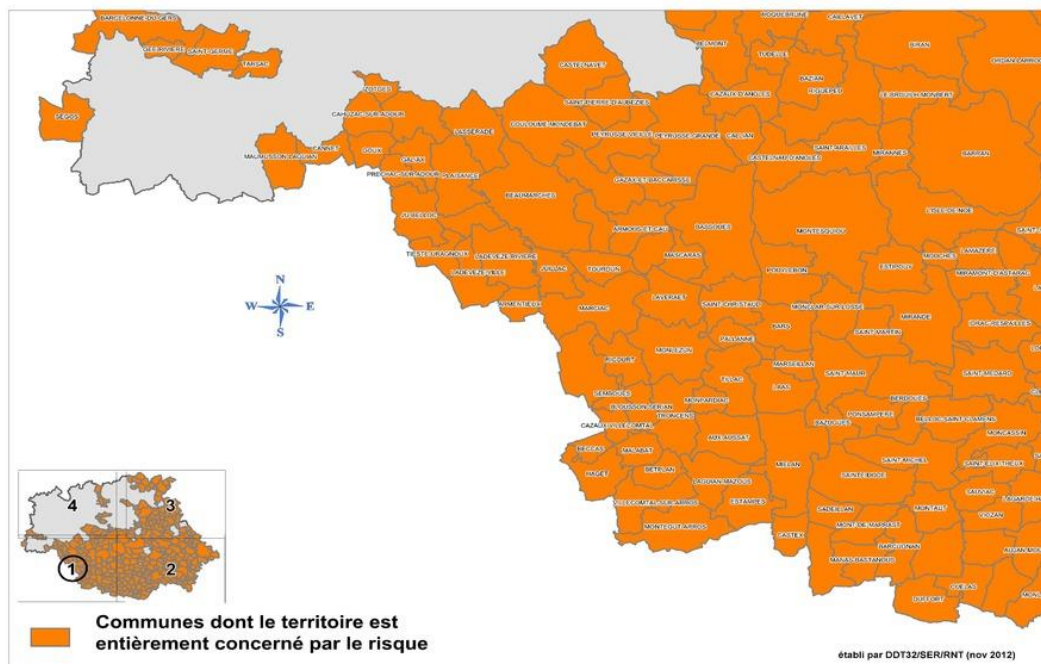


Inondation par crue



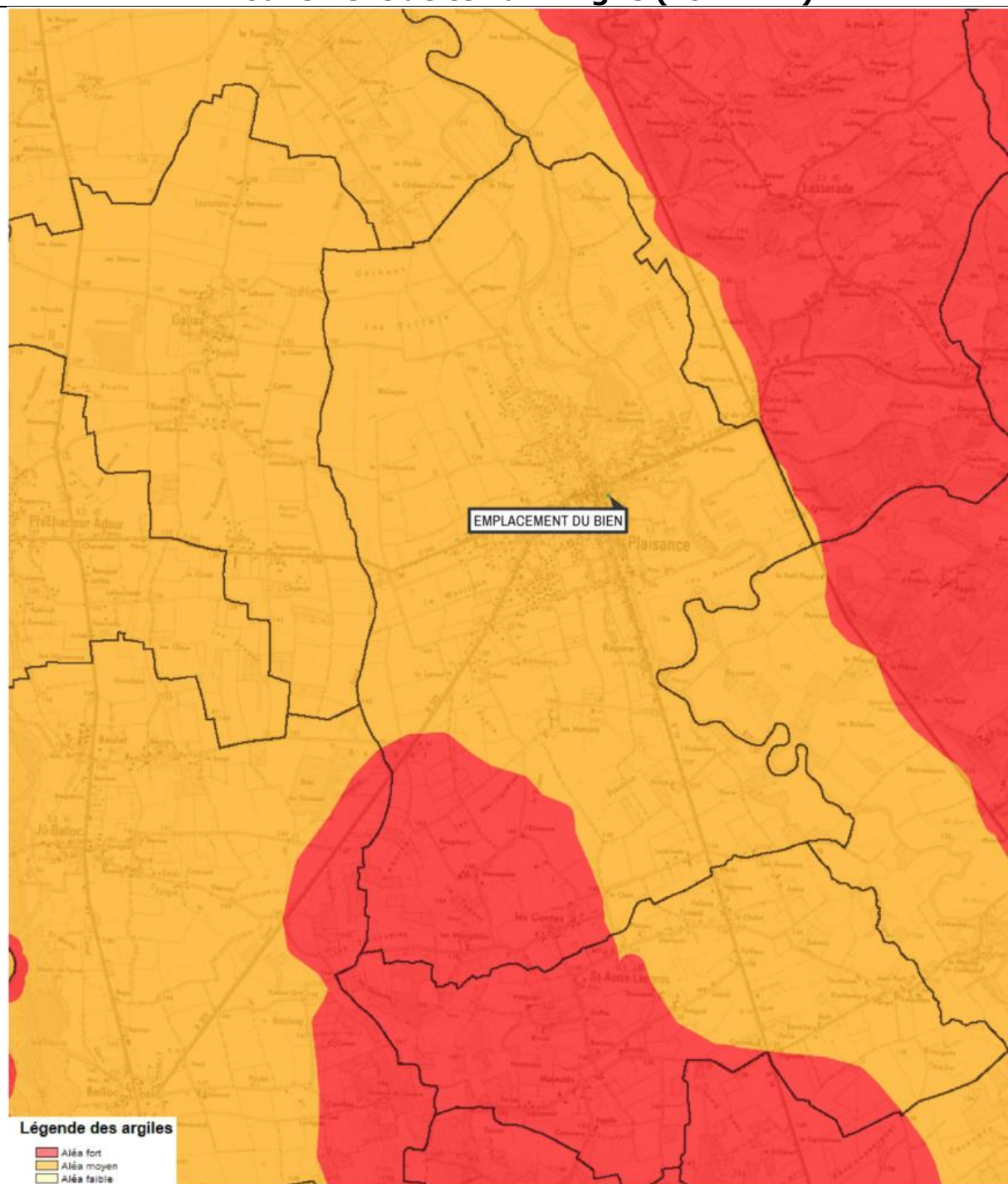
Mouvement de terrain Argile

B – ZONAGE REGLEMENTAIRE



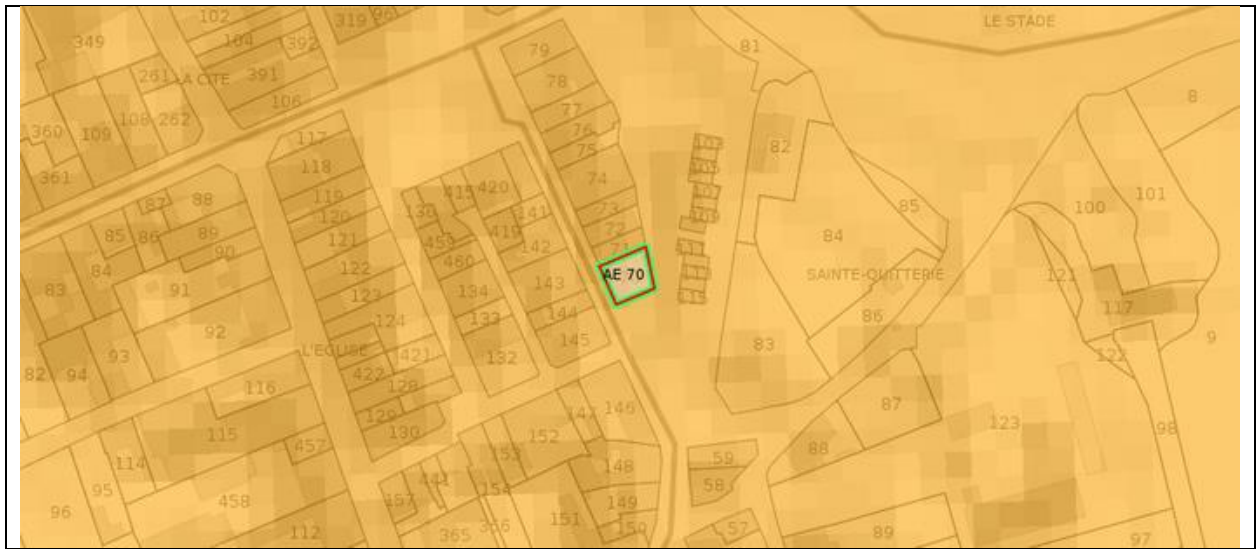
Page 47

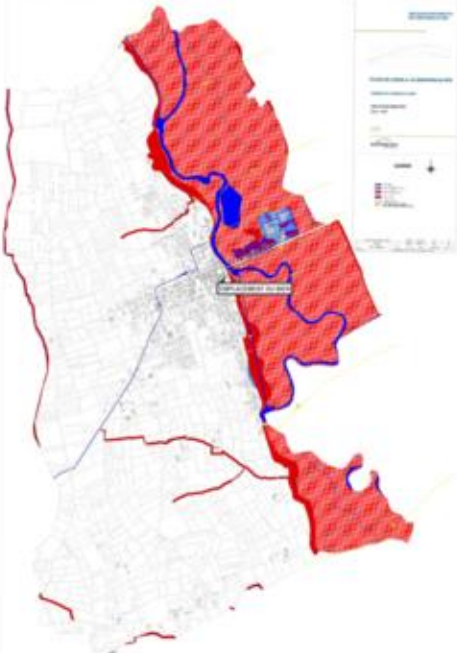
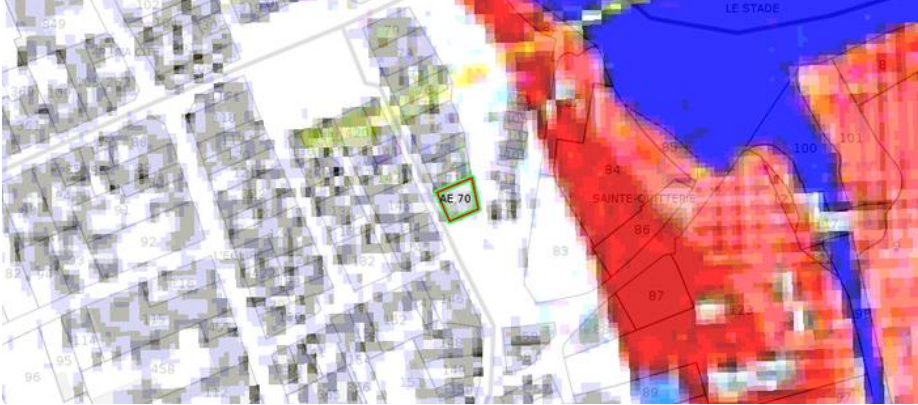
Mouvement de terrain Argile - Plan de prévention Approuvé - Immeuble exposé

Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)

**Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) - Plan de prévention Informatif -
Immeuble exposé**

Zoom extrait de la carte originale ci-dessus



| Inondation | Zoom extrait de la carte originale ci-contre |
|---|--|
|  |  <p data-bbox="635 674 1497 741">Inondation - Plan de prévention Approuvé - Immeuble NON exposé</p> |



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers en zone couverte par un plan de prévention des risques naturels ou en zone de sismicité

Le Préfet du Gers,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;
VU le décret n° 2010-1255 portant détermination des nouvelles zones de sismicité sur le territoire français ;
VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2006-001 du 13 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers en zone couverte par un plan de prévention des risques naturels ou en zone de sismicité ;
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 13 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2 : L'obligation d'information prévue aux I et II de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique dans toutes les communes du département du Gers et fait l'objet d'une liste figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Article 3 : Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers en zone couverte par un Plan de Prévention des Risques Naturels ou en zone de sismicité sont consignés dans un dossier communal d'information librement consultable en Préfecture, Sous-Préfectures et mairies concernées.

Article 4 : L'obligation d'information prévue à l'article L.125-5-IV du code de l'environnement s'applique pour les arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique listés en annexe 1.

Article 5 : La liste des arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique et les dossiers communaux d'information sont mis à jour à chaque arrêté modifiant la situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions mentionnées à l'article L.125-5 du code de l'environnement.

Article 6 : L'obligation d'information portant notamment sur la réglementation sismique s'applique à compter du 1^{er} mai 2011.

Article 7 : Le présent arrêté est adressé à la chambre départementale des notaires avec la liste des arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique pris depuis 1982. Il est affiché en mairie, publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département, mentionné dans les quotidiens « La Dépêche du Midi » et « Sud-Ouest », et accessible sur les sites Internet de la préfecture du Gers (<http://www.gers.pref.gouv.fr>) et de la direction départementale des territoires (<http://www.gers.developpement-durable.gouv.fr>). Il en sera de même à chaque mise à jour.

Article 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, MM. les Sous-préfets de Condom et Mirande, M. le Directeur des services du Cabinet, M. le Directeur départemental des territoires, Mesdames et Messieurs les Maires du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Auch, le 16 juin 2011

Le préfet,

Signé : Etienne GUÉPRATTE

| N° Insee | Communes | Inondations Et coulées de boue | | Mouvement différentiels consécutifs à la sécheresse | | Mouvements de terrains | |
|-------------|------------------|--|--|--|--|---------------------------|---------------|
| | | Date arrêté | Parution J.O. | Date arrêté | Parution J.O. | Date arrêté | Parution J.O. |
| 32303 | Pallanne | | | 02/02/1996 19/03/1999 | 14/02/1996 03/04/1999 | | |
| 32304 | Panassac | | | 30/06/1994 03/04/1996 19/05/1999 | 09/07/1994 17/04/1996 05/06/1999 | | |
| 32305 | Panjas | 17/12/1997 | 30/12/1997 | 30/04/2003 | 22/05/2003 | | |
| 32306 | Pauilhac | | | 10/06/1991 27/05/1994 24/03/1997 19/11/1998 11/01/2005 | 19/07/1991 10/06/1994 12/04/1997 11/12/1998 01/02/2005 | | |
| 32307 | Pavie | 06/11/2000 30/04/2003 | 22/11/2000 22/05/2003 | 10/06/1991 27/05/1994 03/05/1995 24/03/1997 05/02/2004 13/12/2010 | 19/07/1991 10/06/1994 07/05/1995 12/04/1997 26/02/2004 13/01/2011 | | |
| 32308 | Pebees | | | 12/01/1995 29/10/2002 06/02/2006 | 31/01/1995 09/11/2002 14/02/2006 | | |
| 32309 | Pellefigue | 05/01/1994 | 21/01/1994 | 03/05/1995 29/10/2002 | 07/05/1995 09/11/2002 | | |
| 32310 | Perchède | 10/09/1983 | 11/09/1983 | 17/06/1996 18/09/1998 | 09/07/1996 03/10/1998 | | |
| 32311 | Pergain Taillac | 03/04/1996 | 17/04/1996 | 27/07/2006 20/02/2008 | 08/08/2006 22/02/2008 | | |
| 32312 | Pessan | 05/01/1994 29/11/1999 | 21/01/1994 04/12/1999 | 17/07/1996 29/12/1998 05/02/2004 | 04/09/1996 13/01/1999 26/02/2004 | | |
| 32313 | Pessoulens | 26/10/1993 | 03/12/1993 | 27/12/2000 11/01/2005 | 29/12/2000 01/02/2005 | | |
| 32314 | Peyrecave | 19/10/1988 07/10/2008 | 03/11/1988 10/10/2008 | 10/01/2008 | 13/01/2008 | | |
| 32315 | Peyrusse Grande | 29/07/2003 | 02/08/2003 | 04/12/1991 22/10/1998 | 27/12/1991 13/11/1998 | | |
| 32316 | Peyrusse Massas | 30/04/2003 | 22/05/2003 | 01/10/1996 08/07/2003 18/04/2008 | 17/10/1996 26/07/2003 23/04/2008 | | |
| 32317 | Peyrusse Vieille | 05/10/1983 | 08/10/1983 | 26/12/1995 22/06/1999 | 07/01/1996 14/07/1999 | | |
| 32318 | Pis | | | 08/03/1994 06/07/2001 27/05/2005 | 24/03/1994 18/07/2001 31/05/2005 | | |
| 32319 | Plaisance | 29/11/1999 03/08/2000 03/12/2001 | 04/12/1999 23/08/2000 19/12/2001 | 21/01/1999 30/04/2003 | 05/02/1999 22/05/2003 | | |
| 32320 | Plieux | 19/10/1988 07/10/2008 | 03/11/1988 10/10/2008 | | | | |
| 32321 | Polastron | | | 18/05/1993 03/05/1995 27/12/2000 11/01/2005 | 12/06/1993 07/05/1995 29/12/2000 01/02/2005 | | |
| 32322 | Pompjac | | | 03/05/1995 02/02/1998 11/01/2005 | 07/05/1995 18/02/1998 01/02/2005 | | |

| Insee | Commune | RISQUE TECHNOLOGIQUE | | | | | RISQUE NATUREL | | | | |
|-------|-------------------|----------------------|------------|-----------|--------------|------------|----------------|-----|--------|---|---|
| | | Barrage/ Digue(*) | Industriel | Nucléaire | TMD Route | TMD Gaz | Inond. (**) | RGA | Séisme | | |
| | | | | | | | | | 1 | 2 | 3 |
| 32311 | PERGAIN TAILLAC | | | | | | x | x | x | | |
| 32312 | PESSAN | | | | | x | | x | x | | |
| 32313 | PESSOULENS | | | | | | | x | x | | |
| 32314 | PEYRECAVE | | | | | | x | x | x | | |
| 32315 | PEYRUSSE GRANDE | | | | | | | x | | x | |
| 32316 | PEYRUSSE MASSAS | | | | | | | x | x | | |
| 32317 | PEYRUSSE VIEILLE | | | | | | | x | | x | |
| 32318 | PIS | | | | | | | x | x | | |
| 32319 | PLAISANCE | | | | | | x | x | | x | |
| 32320 | PLIEUX | | | | | | x | x | x | | |
| 32321 | POLASTRON | | | | | | | x | x | | |
| 32322 | POMPIAC | | | | | | x | x | x | | |
| 32323 | PONSAMPERE | | | | | | | x | | x | |
| 32324 | PONSAN SOUBIRAN | | | | | | x | x | | x | |
| 32325 | POUY ROQUELAURE | | | | | | | x | x | | |
| 32326 | POUYDRAGUIN | | | | | | | x | | x | |
| 32327 | POUYLEBON | | | | | | | x | | x | |
| 32328 | POUYLOUBRIN | | | | | | x | x | | x | |
| 32329 | PRECHAC | | | | | | | x | x | | |
| 32330 | PRECHAC SUR ADOUR | | | | | | x | x | | x | |
| 32331 | PREIGNAN | | | | | x | x (A) | x | x | | |
| 32332 | PRENERON | | | | | | | x | x | | |
| 32333 | PROJAN | | | | | | | x | | x | |
| 32334 | PUJAUDRAN | | | | | x | | x | x | | |
| 32335 | PUYCASQUIER | | | | | | | x | x | | |
| 32336 | PUYLAUSIC | | | | | | | x | | x | |
| 32337 | PUYSEGUR | | | | | | x | x | x | | |
| 32338 | RAMOUZENS | | | | | | | x | x | | |

**Direction
Départementale des
Territoires**



Service Eau et Risques

Unité Risques Naturels et
Technologiques

ARRÊTÉ N° 2013087-0007

relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et
technologiques majeurs de biens immobiliers

Le Préfet du Gers,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L124-1, L125-5, R125-23 à R125-27 ;

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L271-4 et L271-5 ;

VU le code des assurances et notamment ses articles L125-1, L128-1 et L128-2 ;

VU le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

VU le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 13 octobre 2005 modifié portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques

VU l'arrêté préfectoral n° 2011167-0009 du 16 juin 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers en zone couverte par un plan de prévention des risques naturels et technologiques ou en zone de sismicité ;

VU les arrêtés préfectoraux listés ci dessous portant obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers concernant les risques en zone PPR et/ou sismicité;

| | |
|-----------------|------------|
| AIGNAN | 2006-44-2 |
| ANSAN | 2006-44-3 |
| ANTRAS | 2006-44-4 |
| ARBLADE LE BAS | 2006-44-5 |
| ARBLADE LE HAUT | 2006-44-6 |
| ARDIZAS | 2006-44-7 |
| ARMENTIEUX | 2006-44-8 |
| ARMOUS ET CAU | 2006-44-9 |
| ARROUEDE | 2006-44-10 |
| AUBIET | 2006-44-11 |
| AUCH | 2006-44-12 |
| AUGNAX | 2006-44-13 |
| AUJAN-MOURNEDE | 2006-44-14 |
| AURADE | 2006-44-15 |
| AURENSAN | 2006-44-16 |
| AURIMONT | 2006-44-17 |
| AUSSOS | 2006-44-18 |
| AUTERRIVE | 2006-44-19 |
| AUX-AUSSAT | 2006-44-20 |

| | |
|--------------------|------------|
| AVENSAC | 2006-44-21 |
| AVERON BERGELLE | 2006-44-22 |
| AVEZAN | 2006-44-23 |
| AYGUETINTE | 2006-44-24 |
| AYZIEU | 2006-44-25 |
| BAJONNETTE | 2006-44-26 |
| BARCELONNE DU GERS | 2006-44-27 |
| BARCUGNAN | 2006-44-28 |
| BARRAN | 2006-44-29 |
| BARS | 2006-44-30 |
| BASCOUS | 2006-44-31 |
| BASSOUES | 2006-44-32 |
| BAZIAN | 2006-44-33 |
| BAZUGUES | 2006-44-34 |
| BEAUCAIRE | 2006-44-35 |
| BEAUMARCHES | 2006-44-36 |
| BEAUMONT | 2006-44-37 |
| BEAUPUY | 2006-44-38 |
| BECCAS | 2006-44-39 |
| BEDECHAN | 2006-44-40 |
| BELLEGARDE- | 2006-44-41 |

| | |
|----------------------|------------|
| ADOULINS | |
| BELLOC SAINT CLAMENS | 2006-44-42 |
| BELMONT | 2006-44-43 |
| BERAUT | 2006-44-44 |
| BERDOUES | 2006-44-45 |
| BERNEDE | 2006-44-46 |
| BERRAC | 2006-44-47 |
| BETCAVE AGUIN | 2006-44-48 |
| BETOUS | 2006-44-49 |
| BETPLAN | 2006-44-50 |
| BEZERIL | 2006-44-51 |
| BEZOLLES | 2006-44-52 |
| BEZUES-BAJON | 2006-44-53 |
| BIRAN | 2006-44-54 |
| BIVES | 2006-44-55 |
| BLANQUEFORT | 2006-44-56 |
| BLAZIERT | 2006-44-57 |
| BLOUSSON SERIAN | 2006-44-58 |
| BONAS | 2006-44-59 |
| BOUCAGNERES | 2006-44-60 |
| BOULAU | 2006-44-61 |

Préfecture du Gers -3, Place du Préfet Claude Erignac - BP10322 - 32007 AUCH CEDEX
Tél : 05.62.61.44.00 - Fax : 05.62.05.47.78 - <http://www.gers.pref.gouv.fr>

| | |
|----------------------|-------------|
| MONTADET | 2006-44-282 |
| MONTAMAT | 2006-44-283 |
| MONTAUT D'ASTARAC | 2006-44-285 |
| MONTAUT LES CRENEAUX | 2006-44-284 |
| MONTEGUT | 2006-44-286 |
| MONTEGUT ARROS | 2006-44-287 |
| MONTEGUT SAVES | 2006-44-288 |
| MONTESQUIOU | 2006-44-289 |
| MONTESTRUC | 2006-44-290 |
| MONTIES | 2006-44-291 |
| MONTIRON | 2006-44-292 |
| MONTPEZAT | 2006-44-293 |
| MONTREAL DU GERS | 2006-44-294 |
| MORMES | 2006-44-295 |
| MOUCHAN | 2006-44-296 |
| MOUCHES | 2006-44-297 |
| MOUREDE | 2006-44-298 |
| NIZAS | 2006-44-299 |
| NOGARO | 2006-44-300 |
| NOILHAN | 2006-44-301 |
| NOUGAROLET | 2006-44-302 |
| NOULENS | 2006-44-303 |
| ORBESSAN | 2006-44-304 |
| ORDAN-LARROQUE | 2006-44-305 |
| ORNEZAN | 2006-44-306 |
| PALLANNE | 2006-44-307 |
| PANASSAC | 2006-44-308 |
| PANJAS | 2006-44-309 |
| PAULHAC | 2006-44-310 |
| PAVIE | 2006-44-311 |
| PEBES | 2006-44-312 |
| PELLEFIGUE | 2006-44-313 |
| PERCHEDE | 2006-44-314 |
| PERGAIN TAILLAC | 2006-44-315 |

| | |
|-------------------|-------------|
| PESSAN | 2006-44-316 |
| PESSOULENS | 2006-44-317 |
| PEYRECAVE | 2006-44-318 |
| PEYRUSSE GRANDE | 2006-44-319 |
| PEYRUSSE MASSAS | 2006-44-320 |
| PEYRUSSE VIEILLE | 2006-44-321 |
| PIS | 2006-44-322 |
| PLAISANCE | 2006-44-323 |
| PLIEUX | 2006-44-324 |
| POLASTRON | 2006-44-325 |
| POMPIAC | 2006-44-326 |
| PONSAMPERE | 2006-44-327 |
| PONSAN SOUBIRAN | 2006-44-328 |
| POUY ROQUELAURE | 2006-44-332 |
| POUYDRAGUIN | 2006-44-329 |
| POUYLEBON | 2006-44-330 |
| POUYLOUBRIN | 2006-44-331 |
| PRECHAC | 2006-44-333 |
| PRECHAC SUR ADOUR | 2006-44-334 |
| PREIGNAN | 2006-44-335 |
| PRENERON | 2006-44-336 |
| PROJAN | 2006-44-337 |
| PUJAUDRAN | 2006-44-338 |
| PUYCASQUIER | 2006-44-339 |
| PUYLAUSIC | 2006-44-340 |
| PUYSEGUR | 2006-44-341 |
| RAMOUZENS | 2006-44-342 |
| RAZENGUES | 2006-44-343 |
| REANS | 2006-44-344 |
| REJAUMONT | 2006-44-345 |
| RICOURT | 2006-44-346 |
| RIGUEPEU | 2006-44-347 |
| RISCLE | 2006-44-348 |
| ROQUEBRUNE | 2006-44-349 |
| ROQUEFORT | 2006-44- |

| | |
|------------------------|-------------|
| | 350 |
| ROQUELAURE | 2006-44-352 |
| ROQUELAURE SAINT AUBIN | 2006-44-351 |
| ROQUEPINE | 2006-44-353 |
| ROQUES | 2006-44-354 |
| ROZES | 2006-44-355 |
| SABAILLAN | 2006-44-356 |
| SABAZAN | 2006-44-357 |
| SADEILLAN | 2006-44-358 |
| SAINT ANDRE | 2006-44-359 |
| SAINT ANTOINE | 2006-44-360 |
| SAINT ANTONIN | 2006-44-361 |
| SAINT ARAILLES | 2006-44-362 |
| SAINT ARROMAN | 2006-44-363 |
| SAINT AUNIX LENGROS | 2006-44-364 |
| SAINT AVIT FRANDAT | 2006-44-365 |
| SAINT BLANCARD | 2006-44-366 |
| SAINT BRES | 2006-44-367 |
| SAINT CAPRAIS | 2006-44-368 |
| SAINT CHRISTAUD | 2006-44-369 |
| SAINT CLAR | 2006-44-370 |
| SAINT CREAC | 2006-44-371 |
| SAINT CRICQ | 2006-44-372 |
| SAINT ELIX D 'ASTARAC | 2006-44-373 |
| SAINT ELIX THEUX | 2006-44-374 |
| SAINT GEORGES | 2006-44-375 |
| SAINT GERME | 2006-44-376 |
| SAINT GERMIER | 2006-44-377 |
| SAINT GRIEDE | 2006-44-378 |
| SAINT JEAN LE COMTAL | 2006-44-379 |
| SAINT JEAN POUTGE | 2006-44-380 |
| SAINT JUSTIN | 2006-44-381 |
| SAINT LARY | 2006-44-382 |
| SAINT LEONARD | 2006-44-383 |
| SAINT LIZIER DU | 2006-44- |

.../...

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gers;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le présent arrêté abroge les arrêtés préfectoraux portant obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers concernant les risques en zone PPR et/ou sismicité visés ci-dessus.

Article 2 : Information sur les risques en zone PPR et/ou sismique

Article 2.1 : En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2011167-0009 du 16 juin 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques, pour toutes les communes du département du Gers, les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques pour l'information des acquéreurs ou des locataires de biens immobiliers sont consignés, pour chaque commune, dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Chaque dossier comprend :

- une copie du présent arrêté;
- une copie de l'arrêté préfectoral n° 2011167-0009 du 16 juin 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers en zone couverte par un plan de prévention des risques naturels et technologiques ou en zone de sismicité ;
- une fiche synthétique descriptive des risques avec mention des risques présents dans le département (inondations, retrait-gonflement des argiles, sismique et technologiques) ;
- un ou plusieurs extraits cartographiques permettant de délimiter les zones exposées;
- le règlement du Plan de Prévention des Risques naturels ou technologiques dès lors que la commune concernée est couverte par un tel plan ;
- un modèle d'imprimé d'état des risques naturels, miniers et technologiques

- 5 -

Article 2.2 : Sur la base de ces éléments, l'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, conformément au modèle défini ci dessus à paraître dans le Journal Officiel de la République Française, pour les biens immobiliers situés en zone de risque.

Article 3 : Information sur les sinistres résultant d'une catastrophe naturelle ou technologique reconnue

L'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les sinistres prévue à l'article L122-5-IV du code de l'environnement s'applique à toutes les communes du département du Gers. Le vendeur ou le bailleur doit annexer au contrat une déclaration du ou des sinistres indemnisés au titre des articles L125-1, L128-1 et L128-2 du code des assurances et dont il a connaissance. Cette déclaration ne fait pas l'objet d'un imprimé particulier.

Le vendeur ou le bailleur peut se référer aux arrêtés ministériels portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle consultables sur Internet depuis le site www.prim.net dans la rubrique « ma commune face aux risques »

Article 4 : Les documents et dossiers mentionnés à l'article 2.1 du présent arrêté sont tenus à la disposition du public en mairie.

Les vendeurs ou bailleurs qui en feront la demande pourront, moyennant le cas échéant une participation aux frais de reproduction et de transmission des documents, obtenir une copie des informations qui les intéressent auprès de la commune concernée, dans les conditions prévues par l'article L124-1 du code de l'environnement.

Le dossier d'information mentionné à l'article 2.1 du présent arrêté est également consultable sur le site Internet de la préfecture du Gers : www.gers.gouv.fr ou directement sur celui de la direction départementale des territoires du Gers: www.gers.equipement-agriculture.gouv.fr dans la rubrique « Domaines d'activité \ Risques naturels et technologiques \ Les risques sur votre commune - IAL ».

Article 5 : Ces éléments d'information sont mis à jour au regard des situations mentionnées à l'article R125-25 du code de l'environnement.

Article 6 : Une copie du présent arrêté et le dossier d'information propre à chaque commune sont adressés au maire et à la chambre départementale des notaires.

Article 7 : Le présent arrêté doit être affiché dans les mairies des communes du département du Gers. L'accomplissement de cette publicité incombe aux maires.

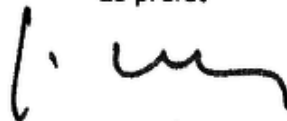
Un avis mentionnant le présent arrêté et ses modalités de consultation sera publié dans un journal diffusé dans le département ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 9 : M. le Secrétaire général de la préfecture du Gers, M. le Directeur des services du cabinet, MM les Sous-préfets d'arrondissements de Condom et de Mirande, M. le Directeur départemental des territoires, Mmes et MM. les maires du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Auch, le 28 mars 2013

Le préfet



Etienne GUÉPRATTE



CABINET DU PREFET

SERVICE DE SECURITE INTERIEURE
Unité Défense et sécurité civile
N°

**ARRETE PORTANT APPROBATION DU PLAN DE PREVENTION
DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES
« RISQUE RETRAIT GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX »**

Commune de PLAISANCE

Le Préfet du Gers,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L122-4, L122-7, L562-1 à L562-9, R562-1 à R562-11 et R122-17 à R122-19,

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L231-1 et R126-1 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L126-1, L480-4, R126-2 et R431-16 e) ;

VU le code des assurances, notamment ses articles L125-1 à L125-6 et A125-1 à A125-3 ;

VU la loi n° 95-101 du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995, modifié par décret 2005-3 du 5 janvier 2005 relatif à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et des circulaires ministérielles prises pour son application ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

VU le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005, notamment l'article 8, relatif au plan communal de sauvegarde, pris pour l'application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU la circulaire du 11 octobre 2010 du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement relative à la prévention des risques liés au retrait gonflement des sols argileux ;

VU la circulaire interministérielle du 03 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation des populations et l'association avec les collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU la circulaire interministérielle du 24 novembre 2000 relative aux arrêtés du 5 septembre 2000, renforçant le lien entre l'indemnisation des dommages résultant des catastrophes naturelles et les mesures de prévention de ces risques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-308-11 du 04/11/2005 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles sur la commune de PLAISANCE, pour le risque retrait gonflement des argiles;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013045-0003 du 14 février 2013 portant modification de l'arrêté n° 32319 de prescription du Plan de Prévention des Risques sur la commune de PLAISANCE, pour le risque retrait gonflement des argiles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013276-0001 du 03 octobre 2013 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2013045-0003 du 14 février 2013;

VU l'avis réputé favorable de la commune de PLAISANCE;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture du Gers en date du 15 juillet 2013;

VU l'avis réputé favorable du Centre Régional de la Propriété Forestière de Midi-Pyrénées;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013259-0002 du 16 septembre 2013 prescrivant, du 07 octobre 2013 au 08 novembre 2013 inclus, la mise à l'enquête publique du projet du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles sur 335 communes du département, pour le risque retrait gonflement des sols argileux;

VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 17 décembre 2013 ;

VU le rapport d'observation du Directeur Départemental des Territoires du Gers en date du 14 février 2014;

CONSIDERANT la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition au risque « retrait gonflement des argiles » ;

CONSIDERANT que les mesures de zonage et le règlement afférent ont été correctement déterminées et adaptées à la fois aux enjeux et aux intérêts locaux ;

CONSIDERANT ainsi que le plan ci-annexé, éventuellement amendé des observations recueillies lors de la consultation du public, des services et des personnes concernées est de nature à répondre aux objectifs de sécurité assignés et que rien ne s'oppose à sa mise en œuvre ;

CONSIDERANT qu'après enquête publique il y a lieu d'apporter une modification très partielle au règlement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général du Gers ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} -Le Plan de Prévention des Risques Naturels Retrait Gonflement des sols Argileux (P.P.R. R.G.A.) prévisibles de la commune de PLAISANCE, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Il comprend :

- une note de présentation,
- le règlement,
- une carte de zonage réglementaire.

Ce P.P.R. R.G.A. approuvé vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L126-1 du code de l'urbanisme et doit être annexé au document d'urbanisme de la commune de PLAISANCE.

Article 2. - Il appartiendra à la commune de PLAISANCE de réaliser un Plan Communal de Sauvegarde dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent arrêté.

Article 3. - Copie du présent arrêté, accompagnée du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles, sera adressée :

- à Monsieur le maire de PLAISANCE qui en assurera l'affichage en mairie ;
- à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ;

Article 4. - Mention de l'arrêté sera publiée dans un journal local.

Article 5. - Le présent arrêté, ainsi que les documents qui lui sont annexés, seront tenus à la disposition du public :

- en mairie de PLAISANCE;
- à la Préfecture du Gers ;
- aux sous-préfectures de Condom et de Mirande
- à la Direction Départementale des Territoires du Gers.

Article 6 : - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 7. - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gers, Sous-Préfet de l'arrondissement d'Auch, Monsieur le Maire de PLAISANCE, Monsieur le sous-préfet de Condom, Madame la sous-préfète de Mirande, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Fait à Auch, le 28 FEV. 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Christian CHASSAING



CABINET DU PREFET

SERVICE DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE
Unité Défense et sécurité civile

N° 2013179 - 000-1

**ARRETE PORTANT APPROBATION DU PLAN DE PREVENTION
DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES**

« RISQUE INONDATION »

Commune de PLAISANCE DU GERS

Le Préfet du Gers,

- VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
 VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
 VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
 VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
 VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et des circulaires ministérielles prises pour son application (prise en compte des Plus Hautes Eaux Connues –P.H.E.C.) ;
 VU le décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;
 VU le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005, notamment l'article 8, relatif au plan communal de sauvegarde, pris pour l'application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
 VU les arrêtés du 5 septembre 2000 du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie portant modification des articles A.125-1, A.125-2 et création de l'article A.125-3 du code des assurances ;
 VU les dispositions du Code Civil ;
 VU la circulaire interministérielle du 24 novembre 2000 relative aux arrêtés du 5 septembre 2000, renforçant le lien entre l'indemnisation des dommages résultant des catastrophes naturelles et les mesures de prévention de ces risques ;
 VU l'arrêté préfectoral du 16 avril 2010 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles sur la commune de Plaisance du Gers, pour le risque inondation ;
 VU les avis de la Chambre d'Agriculture du Gers en date du 27 février 2012 et du 16 octobre 2012 relatif aux exploitations agricoles ;
 VU les avis du conseil municipal de Plaisance du Gers, en date du 30 octobre 2012 et du 02 avril 2013 ;
 VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière de Midi-Pyrénées en date du 21 octobre 2012 ;
 VU l'arrêté préfectoral du 11 février 2013 prescrivant, du 05 mars 2013 au 05 avril 2013 inclus, la mise à l'enquête publique du projet du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles sur la commune de Plaisance du Gers, pour le risque inondation ;
 VU l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 29 avril 2013, assorti d'une recommandation ;
 SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général du Gers ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} -Le Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation (P.P.R.I.) prévisibles de la commune de Plaisance du Gers, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Ce P.P.R.I. approuvé vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé au document d'urbanisme de la commune de Plaisance du Gers.

Article 2. - Il appartiendra à la commune de Plaisance du Gers de réaliser un Plan Communal de Sauvegarde dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent arrêté.

Article 3. - Mention de l'arrêté sera publiée dans deux journaux locaux par la Préfecture du Gers :

- la Dépêche du Midi ;
- le Sud-Ouest.

Article 4. - Copie du présent arrêté, accompagnée du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles, sera adressée :

- à Monsieur le maire de Plaisance du Gers qui en assurera l'affichage en mairie ;
- à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ;

Article 5. - Le présent arrêté, ainsi que les documents qui lui sont annexés, seront tenus à la disposition du public :

- en mairie de Plaisance du Gers ;
- à la Préfecture du Gers, Service de Sécurité Intérieure, Unité de Défense et de Sécurité Civiles (SSI/UDSC)

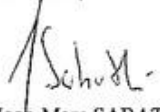
Article 6. -

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gers, Sous-Préfet de l'arrondissement d'Auch,
- Monsieur le Maire de Plaisance du Gers,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Fait à Auch, le 28 JUIN 2013

Le Préfet,


Jean-Marc SABATHÉ

Localisation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)



| | |
|-------------------------------|---|
| Réalisé en ligne* par | Media Immo |
| Pour le compte de | MAISON DU DIAG |
| Numéro de dossier | 2011/DURANCET/RDC_DRT |
| Date de réalisation | 01/12/2020 |
| Localisation du bien | 9 RUE SAINTE QUITTERIE 32160 PLAISANCE |
| Section cadastrale | AE 70 |
| Données GPS | Latitude 43.605897 - Longitude 0.049147 |
| Désignation du vendeur | Monsieur DURANCET Claude |
| Désignation du de l'acquéreur | |

* Document réalisé par Media Immo, sous sa seule responsabilité ; Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les différentes bases de données soient à jour.

RÉFÉRENCES

Seules sont concernées les ICPE suivies par les DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) pour la majorité des établissements industriels et les DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations) pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarrissages et certaines autres activités agroalimentaires, avec distinction en attribut du type d'ICPE (SEVESO, IPPC, Silo, Carrière, Autres), de l'activité principale et des rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'établissement industriel est autorisé.

GÉNÉALOGIE

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité). Les données proviennent d'une extraction de la base de données fournie par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et la géolocalisation est effectuée sur la base des coordonnées Lambert indiquées dans l'extraction.

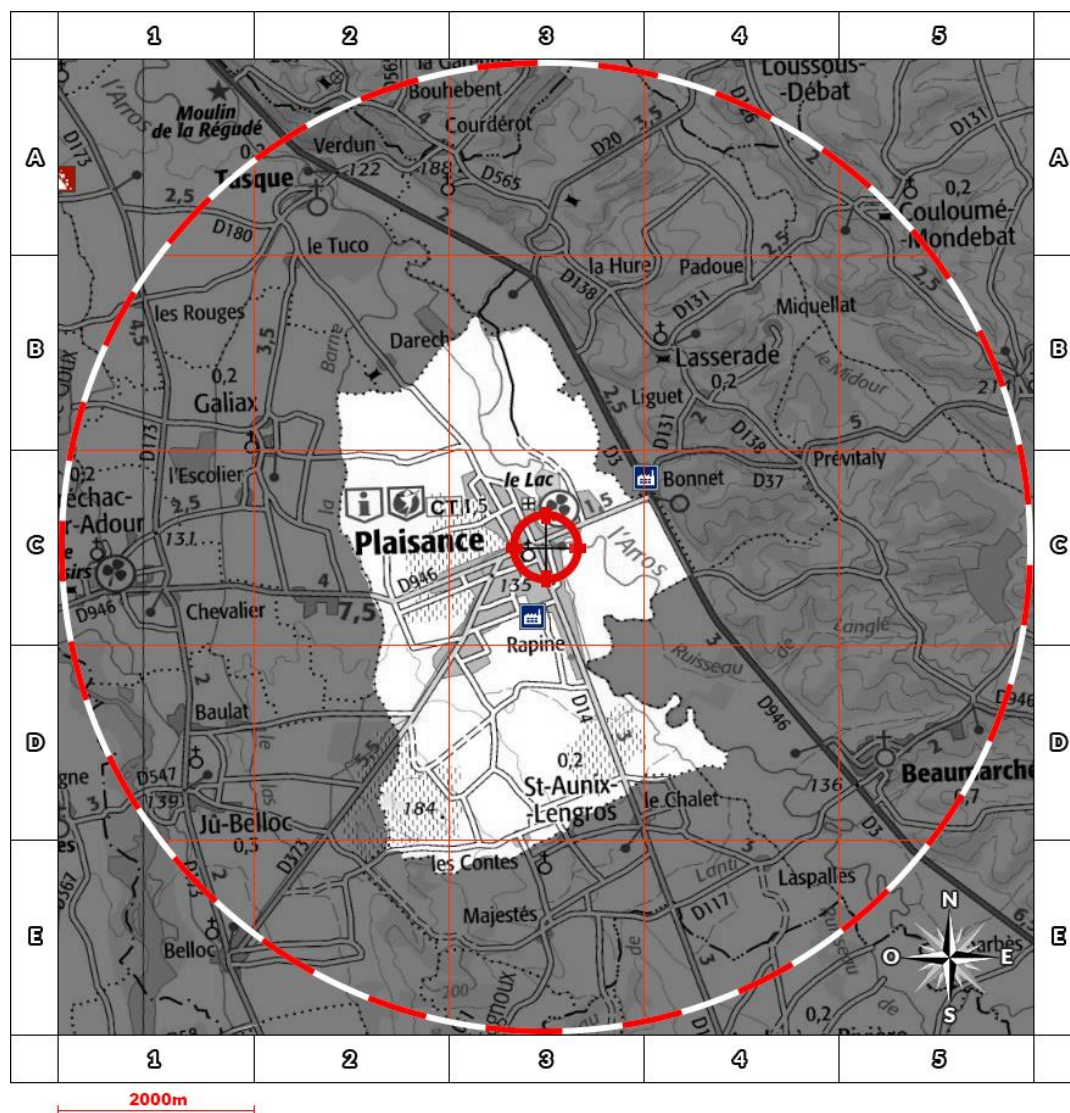
QUALITÉ DES DONNÉES

Le niveau de précision de la localisation indiqué en attribut pour chaque ICPE est variable ; Elles peuvent être localisées au Centre de la commune concernée (CC), à l'adresse postale (AP), à leurs coordonnées précises (CP) ou leur valeur initiale (VI).




Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, les informations rendues publiques par l'Etat.

Cartographie des ICPE

Commune de PLAISANCE - Réalisé en date du 01/12/2020



Légende







-  Usine Seveso
-  Usine non Seveso
-  Carrière
-  Elevage de porc
-  Elevage de bovin
-  Elevage de volaille
-  Emplacement du bien

Situation


- AP** Adresse Postale
- CC** Centre de la commune
- CP** Coordonnées Précises
- VI** Valeur Initiale

Etat Seveso


- NS** Non Seveso
- SSH** Seveso Seuil Haut
- SSB** Seveso Seuil Bas

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement situés à moins de 5000m du bien et représentés par les pictos , , , ,  et . Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des ICPE situées sur la commune de PLAISANCE et à moins de 5000m du bien

| | Repère | Situation | Nom | Adresse | Etat d'activité Régime | SEVESO |
|--|--------|-----------|---------|-------------------------------------|-----------------------------------|--------|
|  | C3 | CC | BONABRI | chemin de la Ribère 32160 PLAISANCE | En fonctionnement Autorisation | NS |

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

| | |
|---|---|
| N° : 2011/DURANCET/RDC_DRT Valable jusqu'au : 30/11/2030 Type de bâtiment : Habitation (parties privatives d'immeuble collectif) Année de construction : . Avant 1948 Surface habitable : 54.30 m ² Adresse : 9 RUE SAINTE QUITTERIE 32160 PLAISANCE | Date (visite) : 01/12/2020 Diagnostiqueur : LEQUEUVRE Anthony Certification : LCC QUALIXPERT n°C3165 obtenue le 30/12/2019 Signature :  |
| Propriétaire : Nom : Monsieur DURANCET Claude Adresse : LIEU DIT A MONTARDON 626 ROUTE DE CAPSUS 32160 GALIAX | Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) : Nom : Adresse : |

Consommations annuelles par énergie

Obtenues au moyen des factures d'énergie du logement des années 2020-2019, prix des énergies indexés au 15 Août 2015. Le présent diagnostic de performance énergétique a été enregistré sur le site de l'ADEME sous le numéro : 2032V2001223B

| | Moyenne annuelle des consommations | Consommations en énergies finales | Consommations en énergie primaire | Frais annuels d'énergie |
|--|---|--|---------------------------------------|---------------------------------------|
| | détail par énergie dans l'unité d'origine | détail par énergie et par usage en kWh _{EF} | détail par usage en kWh _{EP} | |
| Chauffage et Eau chaude sanitaire | Facture Electrique kWh: 4645 | Electricité : 4 645 kWh _{EF} | 11 984 kWh _{EP} | 642 € |
| CONSOMMATION D'ENERGIE POUR LES USAGES RECENSÉS | | Electricité : 4 645 kWh _{EF} | 11 984 kWh _{EP} | 809 € (abonnement de 167 € inclus) |

| Consommations énergétiques (en énergie primaire) Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement | Émissions de gaz à effet de serre (GES) Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement |
|---|--|
| Consommation réelle : 220 kWh_{EP}/m².an | Estimation des émissions : 7 kg_{éqCO₂}/m².an |
| <div> <div> Logement économe ≤ 50 A 51 à 90 B 91 à 150 C 151 à 230 D 231 à 330 E 331 à 450 F > 450 G Logement énergivore </div> <div> Logement 220 kWh_{EP}/m².an </div> </div> | <div> <div> Faible émission de GES ≤ 5 A 6 à 10 B 11 à 20 C 21 à 35 D 36 à 55 E 56 à 80 F > 80 G Forte émission de GES </div> <div> Logement 7 kg_{éqCO₂}/m².an </div> </div> |

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

Descriptif du logement et de ses équipements

| Logement | Chauffage et refroidissement | Eau chaude sanitaire, ventilation |
|---|---|---|
| Murs : Pierre de taille non isolé donnant sur l'extérieur Pierre de taille non isolé donnant sur des circulations communes avec ouverture directe sur l'extérieur | Système de chauffage : Convecteurs électriques NFC (système individuel) | Système de production d'ECS : Chauffe-eau électrique installé il y a plus de 15 ans (contenance 150 L) (système individuel) |
| Toiture : Plancher lourd type, entrevous terre-cuite, poutrelles béton non isolé donnant sur un local chauffé | | |
| Menuiseries : Porte(s) pvc avec double vitrage Fenêtres battantes PVC double vitrage avec volets battants bois Fenêtres battantes bois double vitrage avec volets battants bois | Système de refroidissement : Néant | Système de ventilation : Naturelle par ouverture des fenêtres |
| Plancher bas : Dalle béton non isolée donnant sur un terre-plein Plancher bois sur solives bois non isolé donnant sur un vide-sanitaire | | |
| Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Néant | | |
| Énergies renouvelables | | |
| Quantité d'énergie d'origine renouvelable : 0 kWh _{EP} /m².an | | |
| Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant | | |

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Usages recensés

Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement. Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc.) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquées par les compteurs ou les relevés.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Variations des prix de l'énergie et des conventions de calcul

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêté en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergies renouvelables produites par les équipements installés à demeure.

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit,
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante. Si vous disposez d'un thermostat, réglez-le à 19°C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température « Hors gel » fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Eteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.

- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Eclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes),
- Evitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques,...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique/audiovisuel :

- Eteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Electroménager (cuisson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

| Mesures d'amélioration | Commentaires | Crédit d'impôt |
|--|--------------|----------------|
| Il n'a pas été mis en évidence d'amélioration permettant d'augmenter la performance énergétique du bien avec une rentabilité intéressante. | | |

Commentaires

Néant

Références réglementaires et logiciel utilisés : Article L134-4-2 du CCH et décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, arrêté du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêté du 1er décembre 2015, 12 octobre 2020, arrêts du 8 février 2012, décret 2006-1653, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010. Logiciel utilisé : LICIEL Diagnostics v4.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !

www.impots.gouv.fr

Pour plus d'informations : www.developpement-durable.gouv.fr ou www.ademe.fr

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT - 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**



Certificat N° C3165

Monsieur Anthony LEQUEUVRE

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

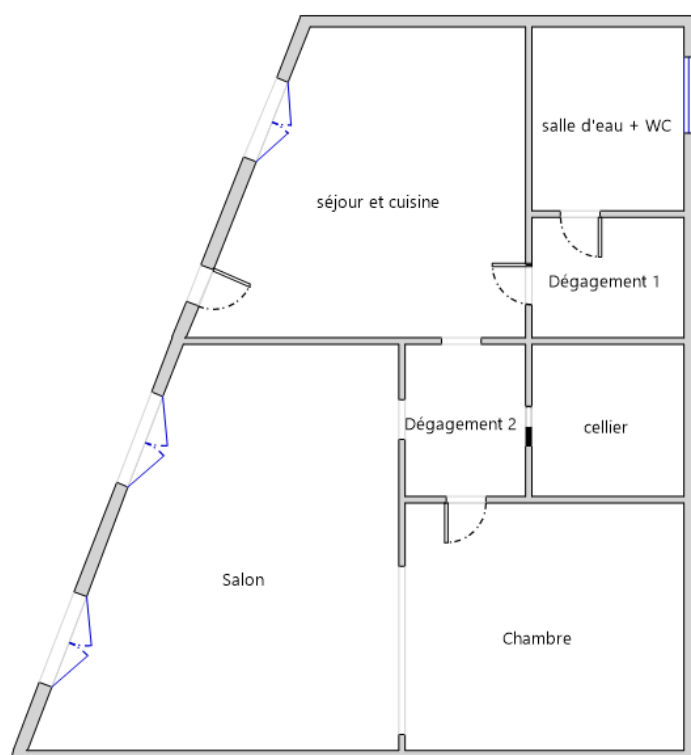
| | | |
|--|---------------------------|---|
| Amiante sans mention | Certificat valable | Arrêté du 08 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis. |
| | Du 02/12/2019 | |
| | au 01/12/2024 | |
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| | Du 30/12/2019 | |
| | au 29/12/2024 | |
| Diagnostic de performance énergétique individuel | Certificat valable | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| | Du 30/12/2019 | |
| | au 29/12/2024 | |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable | Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| | Du 02/12/2019 | |
| | au 01/12/2024 | |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable | Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| | Du 30/12/2019 | |
| | au 29/12/2024 | |
| Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine | Certificat valable | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| | Du 02/12/2019 | |
| | au 01/12/2024 | |

Date d'établissement le lundi 30 décembre 2019

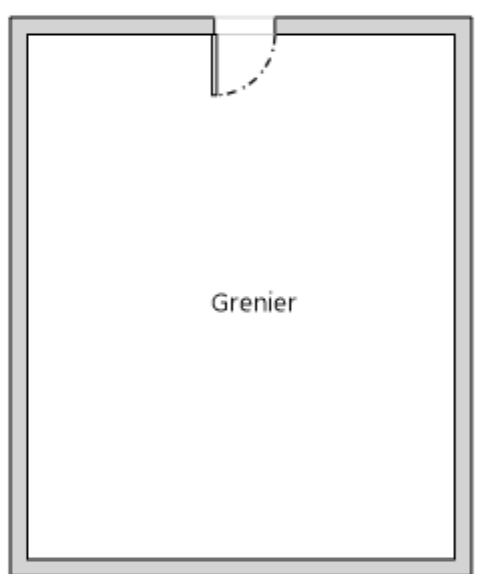
Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.
Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le site internet de LCC QUALIXPERT www.qualixpert.com.

LCC 77, rue du Faubourg St Louis 81000 CASTRES
Tél : 05 63 73 06 13 - Fax : 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com
FD9 Certification de compétence version M 250119
sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

Croquis :

Rez-de-chaussée



1er Etage



Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé 1 cours Michelet CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex, atteste que :

MAISON DU DIAG
4 rue D'ISABY
65420 IBOS

Est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité Civile souscrit sous le numéro **55495334**, qui a pris effet le **10/09/2015**.

Ce contrat a pour objet de garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à l'égard des tiers du fait des activités déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

- Diagnostic immobilier :
- Contrôle périodique amiante,
 - Diagnostic amiante avant travaux/démolition,
 - Diagnostic amiante avant-vente,
 - Dossier technique amiante Partie Privative,
 - Exposition au plomb (CREP),
 - Recherche de plomb avant travaux,
 - Diagnostic risque d'exposition au plomb dans les peintures,
 - Plomb dans l'eau,,
 - Diagnostic gaz,
 - Diagnostic monoxyde de carbone,
 - Diagnostic Termites,
 - Etat parasitaire,
 - Diagnostic de performance énergétique,
 - Etat de l'installation intérieure d'électricité,
 - Risques naturels et technologiques,
 - Loi Carrez,
 - Loi Boutin,
 - Etats des lieux,
 - Diagnostic technique SRU,
 - Diagnostic sécurité piscine,
 - Diagnostic accessibilité handicapés.
 - Contrôle des installations d'assainissement non collectif.

siège social :
 1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
 Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

1/3

Attestation d'assurance**Responsabilité Civile 55495334**

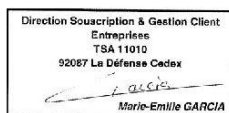
La présente attestation est valable, sous réserve du paiement de la cotisation, pour la période du 10/09/2020 au 09/09/2021.

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur et ne peut engager celui-ci au delà des limites du contrat auquel elle se réfère.

Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...).

Etablie à LYON, le 08/09/2020

Pour Allianz, Marie-Emilie GARCIA



Siège social :
1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

2/3

Attestation d'assurance



Responsabilité Civile 55495334

| RESPONSABILITE CIVILE | Garanties accordées | Montants maximums garantis |
|--|---------------------|--|
| RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION (dispositions générales COM08813) | | |
| ♦ <u>Dommmages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement</u> (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) Tous dommages confondus <u>Sans pouvoir dépasser:</u> | OUI | 10 000 000 EUR par sinistre |
| - <u>Dommmages matériels et immatériels consécutifs</u> <u>Sauf cas ci-après :</u> | OUI | 800 000 EUR par sinistre |
| • Vol par préposés | OUI | 15 300 EUR par sinistre |
| - <u>Dommmages immatériels non consécutifs</u> | OUI | 305 000 EUR par sinistre |
| ♦ <u>Dommmages résultant d'une atteinte à l'environnement</u> (hors dommages à vos préposés, visés ci-dessous) | OUI | 300 000 EUR par année d'assurance |
| - Tous dommages confondus | OUI | 1 000 000 EUR par année d'assurance |
| ♦ <u>Dommmages corporels à vos préposés et matériels accessoires</u> | OUI | |
| RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (annexe spécifique DEE550) | | |
| ♦ <u>Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus</u> | OUI | 500 000 EUR par année d'assurance et 300 000€ par sinistre |
| Dont: | | |
| - Dommages matériels et immatériels consécutifs aux biens (objets et documents) remis en vue de l'exécution de votre prestation y compris frais de reconstitution | OUI | 100 000 EUR par année d'assurance |
| - Dommages résultant d'infections informatiques | OUI | 30 000 EUR par année d'assurance |
| DEFENSE PENALE ET RECOURS SUITE A ACCIDENT | | |
| Frais et honoraires pris en charge quel que soit le nombre de victimes | OUI | 50 000 EUR par année d'assurance |

siège social :
1, cours Michelet – CS 30051 – 92076 Paris La Défense cedex. Allianz IARD : 542 110 291 RCS Paris
Allianz Vie : 340 234 962 RCS Paris

3/3